

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
*Paix-Travail-Patrie*

MINISTERE DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

ECOLE NORMALE SUPERIEURE  
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE  
D'EBOWA

Département de l'Innovation des  
Techniques Commerciales et de  
l'Industrialisation

BP : 886 EBOLOWA



ECOLE NORMALE SUPERIEURE  
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE D'EBOWA

REPUBLIC OF CAMEROON  
*Peace-Work-Fatherland*

MINISTRY OF HIGHER EDUCATION

UNIVERSITY OF YAOUNDE I

HIGHER TECHNICAL TEACHERS'  
TRAINING COLLEGE OF EBOLOWA

Department of Innovation, Commercial  
Technics and Industrialization

P.O BOX: 886 EBOLOWA

MEMOIRE DE FIN D'ETUDE SOUS LE THEME :

**DIVERSIFICATION DE  
L'ECONOMIE ET PERFORMANCE  
ECONOMIQUE EN ZONE CEMAC**

*Rédigé et soutenu publiquement en vue de l'obtention du  
Diplôme de Professeur d'Enseignement Technique de  
second grade (DIPET II)*

*Option : ECONOMIE*

*Par*

**MEKA OMGBWA ROBERT JOEL**

**Matricule : 19W1112**

*Sous la Direction du :*

**Dr NVUH NJOYA YOUSOUF**

*Chargé de cours à l'Université de Yaoundé II*

**Année académique 2020-2021**



**SOMMAIRE**

SOMMAIRE ..... i

AVERTISSEMENT ..... ii

DEDICACE ..... iii

REMERCIEMENTS ..... iv

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... v

LISTE DES GRAPHIQUES ..... vi

LISTE DES TABLEAUX ..... vii

RESUME..... viii

ABSTRACT..... ix

INTRODUCTION GENERALE ..... 1

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE DE LA RELATION ENTRE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE ET LA PERFORMANCE ECONOMIQUE EN ZONE CEMAC ..... 14

Chapitre 1 : CADRE CONCEPTUEL DE LA RELATION ENTRE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE ET PERFORMANCE ECONOMIQUE..... 16

SECTION 1 : LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE ..... 17

SECTION 2 : LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ..... 23

Chapitre 2 : LES EFFETS DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LA PERFORMANCE ECONOMIQUE : DES RESULTATS CONTROVERSEES AU REGARD DE LA LITTERATURE..... 29

SECTION 1 : LES EFFETS DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ..... 30

SECTION 2 : LES EFFETS DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LES DEPENSES PUBLIQUES ..... 38

DEUXIEME PARTIE : VERIFICATION EMPIRIQUE DE L'EFFET DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LA PERFORMANCE ECONOMIQUE EN ZONE CEMAC ..... 45

CHAPITRE 3 : EVOLUTIONS ET CHOIX METHODOLOGIQUES ..... 47

SECTION 1 : APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'EFFET DE LA DIVERSIFICATION SUR LES PERFORMANCES ECONOMIQUES EN ZONE CEMAC ..... 48

SECTION 2 : CHOIX METHODOLOGIQUE ..... 50

Chapitre 4 : RESULTATS ET RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE..... 63

SECTION 1: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS ..... 64

SECTION 2: LIMITES ET RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE ..... 69

CONCLUSION GENERALE ..... 75

BIBLIOGRAPHIE ..... 78

ANNEXES ..... x

TABLE DES MATIERES ..... xi

**AVERTISSEMENT**

L'Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique (ENSET) de l'Université de Yaoundé I à EBOLOWA, n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Celles-ci doivent être considérées comme propres à leur auteur.

**DEDICACES**

**A Mama Régine**

## REMERCIEMENTS

Nous voulons ici exprimer notre reconnaissance à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail.

Je voudrais ainsi exprimer ma gratitude auprès :

- ✚ De mon Directeur de mémoire le **Dr NVUH NJOYA YOUSOUF** pour sa rigueur, son engagement sans faille et dévouement dans l'encadrement ;
- ✚ Du Directeur de l'École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique d'Ebolawa le **Pr NDJAKOMO ESIANE Salomé**, pour son grand dynamisme pour la formation des élèves professeurs ;
- ✚ Du Chef de Département de l'Innovation des Techniques Commerciales et de l'Industrialisation le **Dr SAMBA Michel Cyrille**, pour son aimable attention et engagement dans la programmation de nos enseignements ;
- ✚ De tout le corps administratif et enseignant de l'ENSET d'EBOLOWA pour l'encadrement, les conseils et les enseignements dispensés tout au long de ma formation ;
- ✚ De ma chère tante et mère **BILO'O BI NDONGO Régine épouse MEYE** pour son grand soutien sans limite ;
- ✚ De mon oncle **Jacques FAME NDONGO** ;
- ✚ De mon frère **ZANG OMGBWA Christophe** ;
- ✚ De ma tante **EYOMAN Elise** ;
- ✚ De toute ma famille pour leur soutien sans relâche ;
- ✚ De tous ceux de près ou de loin m'ont aidé pour la réalisation de mémoire.

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>ACP</b>	: Afrique Caraïbes Pacifique
<b>AGOA</b>	: African Growth and Opportunity Act
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>BEAC</b>	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
<b>CAE</b>	: Conseil d'Analyse Economique
<b>CAPC</b>	: Centre Africain de Politique Commerciale
<b>CEDEAO</b>	: Communauté Economique et de Développement des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEMAC</b>	: Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale
<b>CEPALC</b>	: Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
<b>CNUCED</b>	: Conférences des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
<b>COFOG</b>	: Classification Of the Fonction Of Government
<b>COMESA</b>	: Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe
<b>FBCF</b>	: Formation Brute du Capital Fixe
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IDE</b>	: Investissements Directs Etrangers
<b>IDH</b>	: Indice de Développement Humain
<b>III</b>	: Industrialisation par les Industries Industrialisantes
<b>ISE</b>	: Industrialisation par la Substitution des Exportations
<b>ISI</b>	: Industrialisation par la Substitution des Importations
<b>MP</b>	: Matières Premières
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>ONU</b>	: Organisation des Nations Unies
<b>PAS</b>	: Programmes d'Ajustement Structurels
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>TOF</b>	: Tableau des Opérations Financières
<b>UE</b>	: Union Européenne
<b>USD</b>	: United States Dollar
<b>WDI</b>	: World Development Indicators
<b>ZLE</b>	: Zone de Libre Echange

**LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique 1 :	Evolution du PIB par tête en zone CEMAC dans la période 2008-2018 .....	54
Graphique 2 :	Evolution des indices de concentration des exportations des pays de la zone CEMAC entre 2008 et 2018 .....	55
Graphique 3 :	Evolution des indices de diversification des exportations des pays de la zone CEMAC entre 2008 et 2018 .....	56
Graphique 4 :	Degré d'ouverture commerciale des pays de la zone CEMAC sur la période 2008-2009 .....	57
Graphique 5 :	Part des IDE dans le PIB des pays de la zone CEMAC sur la période 2008-2018 .....	58
Graphique 6 :	Evolution des dépenses publiques des pays de la zone CEMAC sur la période 2008-2018 .....	59
Graphique 7 :	Croissance de la population des pays de la zone CEMAC entre 2008 et 2018 .....	60

**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 :	Corrélation entre les variables d'étude .....	61
Tableau 2 :	Résultats du test de Fisher pour le modèle de la croissance .....	64
Tableau 3 :	Résultats du test de Fisher pour le modèle de la dépense publique ...	65
Tableau 4 :	Résultats d'estimation de l'effet de la diversité économique sur la performance économique en zone CEMAC par le modèle à effets individuels fixes .....	69
Tableau 5 :	Résultats du test de spécification de Hausman pour le modèle de la croissance .....	x
Tableau 6 :	Résultats du test de spécification de Hausman pour le modèle de la dépense publique .....	x



## RESUME

Cette étude a pour objectif principal de montrer l'effet de la diversification de l'économie sur la performance économique des pays de la CEMAC. La performance économique est mise en épigraphe par la croissance économique et les dépenses publiques. L'analyse porte sur un échantillon de six pays de la CEMAC et couvre la période allant de 2008 à 2018 (11 ans). A partir des tests sur nos variables le modèle de panel à effet fixe s'est avéré le mieux adapté à cette étude. Les résultats obtenus montrent que la diversification de l'économie a un effet positif et significatif sur la croissance économique et par conséquent sur la performance économique en zone CEMAC. Par ailleurs la diversification de l'économie n'affecte pas significativement les dépenses dans les pays de la zone CEMAC. Par contre on note un effet positif et significatif au seuil de 5% des investissements publics sur la dépense publique. De ces résultats, nous avons recommandé aux Gouvernements de la zone, la création des industries de transformation de leurs MP, la mise en œuvre d'une ZLE et l'injection d'une grande partie de leurs dépenses publiques vers l'investissement.

**Mots-clés :** Diversification de l'économie, performance économique, effet et CEMAC.

**ABSTRACT**

The main objective of this study is to show the effect of economic diversification on the economic performance of CEMAC countries. Economic performance is epigraphed by economic growth and public expenditure. The analysis is based on a sample of six CEMAC countries and covers the period from 2008 to 2018 (11 years). Based on the tests on our variables, the fixed-effects panel model was found to be the most suitable for this study. The results obtained show that economic diversification has a positive and significant effect on economic growth and consequently on economic performance in the CEMAC zone. Furthermore, economic diversification does not significantly affect expenditure in the CEMAC countries. On the other hand, there is a positive and significant effect of public investment on public spending at the 5% threshold. From these results, we recommended to the governments of the zone, the creation of processing industries of their MP, the implementation of an FTA and the injection of a large part of their public expenditure towards investment.

**Keywords :** Economic diversification, economic performance, effect and CEMAC.

## INTRODUCTION GENERALE

### I- CONTEXTE

Au lendemain des indépendances, la plupart des pays africain en général et ceux de la CEMAC aujourd'hui en particulier ont entamé un processus de diversification de leurs structures économiques, à travers les politiques industrielles d'import-substitution afin de réduire progressivement leur dépendance par rapport aux produits de base, Kamgna (2007). La diversification est perçue comme une priorité par de nombreux pays riches en ressources (matières premières). Pourtant, notre connaissance de son mérite reste au mieux partielle, principalement en raison du manque de données et des défis associés à l'interprétation causale Wiig et Kolstad (2012) ; Ahmadov (2014).

Mais à l'heure actuelle, plusieurs arguments favorisent la diversification des exportations, qui crée une variété de produits (Hesse, 2009). La diversification des exportations est particulièrement importante pour les pays à faible revenu comme ceux de la CEMAC, car la littérature trouve évidemment que les pays en développement se sont concentrés sur la spécialisation ou la faible diversification en raison de la structure économique et de la dépendance de leurs ressources naturelles Stiglitz (1997). Il est d'avis que la diversification des exportations permet au pays de produire des biens provenant de la nature diversifiée des biens ou des intrants importés.

La performance économique peut être définie comme étant un moyen d'atteindre une fin. Elle détermine le degré d'accomplissement des objectifs poursuivis par les économies d'un pays, d'une sous-région voire d'un continent ou du monde entier, Oswald (1997). De ce fait, une capacité à mesurer et à montrer un niveau satisfaisant d'accroissement net des indicateurs économiques passe à travers la performance économique.

Selon l'idée de Römer (1990), prix Nobel de l'économie en 2018, il existe une relation entre diversification et performance économique. Particulièrement, sur la croissance endogène dont l'accent est mis sur l'importance de la diversification. Ainsi son modèle a introduit un effet bénéfique de la diversification qui s'exprime à travers la disponibilité des intrants au sein d'une économie qui peut contribuer à l'accroissement de la productivité du travail et du capital humain. De plus, en augmentant le nombre de secteurs et par conséquent

d'opportunités d'investissement et en réduisant le risque des investisseurs, la diversification peut également contribuer à la performance.

L'Afrique a été pendant longtemps une terre de prédilection des pays occidentaux ainsi que des peuples du Moyen-Orient, en résulte alors au fil du temps une séparation logique sur ce grand continent entre une Afrique septentrionale et une Afrique subsaharienne appelée Afrique noire, dans laquelle on retrouve l'Afrique centrale dont se situe la zone CEMAC (communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), ([www.ceeac-eccas.org](http://www.ceeac-eccas.org)).

Selon Nguena (2019), la CEMAC a été créée en 1994 et est devenue opérationnelle après la ratification du traité en 1999 à N'Djamena, Tchad. Elle comprend six pays, le Cameroun, la République centrafricaine (RCA), le Tchad, la République du Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale. La Communauté constitue un marché unique pour promouvoir l'intégration sous régionale à travers une union monétaire et une union économique. Le franc CFA centrafricain est utilisé comme monnaie commune dans la CEMAC.

La population totale de la région en 2019 est de 55 854 7181 habitants (26 048 878 pour le Cameroun ; 16 070 253 pour le Tchad ; 5 415 677 pour le Congo ; 4 764 681 pour la RCA ; 2 187 010 pour le Gabon et 1 368 219 pour la Guinée équatoriale). Le (PIB) combiné par habitant pour 2019 est de 3 7852USD dollars (10 400 USD pour la Guinée équatoriale ; 9 077 USD pour le Gabon ; 1520 pour le Cameroun ; 820 USD pour le Tchad ; 472 USD pour la RCA et 420 pour le Congo).

La Région regorge de nombreux atouts notamment : Sa position charnière et stratégique au centre de l'Afrique en fait une zone privilégiée d'échanges commerciaux entre les régions du continent ; les ressources importantes notamment pétrolières, minérales et minières dont certaines sont des gisements de classe mondiale, les réserves pétrolières prouvées pour la région sont estimées à 31,3 milliards de barils , soit 28% des réserves du continent ; un important potentiel agricole, forestier et hydraulique. Le bassin du Congo estimé à 227 millions d'hectares, abrite la seconde réserve mondiale ; la richesse de son écosystème avec 135 millions d'hectares de pâturages et quatre zone écologiques favorables au développement de l'agriculture et des activités pastorales ; enfin un potentiel hydro-électrique relativement important, soit 60% du continent africain.

Mais face à ces nombreuses richesses la zone demeure parmi l'une des régions les plus pauvres. Selon le rapport de la Banque Mondiale sur la situation économique de la zone CEMAC, son taux de croissance est passé de 5% en moyenne sur la période 2000-2015, à 1,5% en 2017. Cette mauvaise performance tient à l'effondrement des cours des matières premières, en particulier ceux du pétrole qui ont chuté de 67 % entre juin 2014 et décembre 2015 et au manque de vitalité de l'économie mondiale, surtout du côté des marchés émergents. En 2015, l'activité économique a ralenti avec en moyenne une croissance du produit intérieur brute (PIB) de l'ordre de 3,0 %, au lieu de 4,5 % enregistré en 2014. Il s'agit du taux de croissance le moins élevé depuis 2009. Dans certains pays, des facteurs internes comme les pénuries d'électricité, la sécheresse, l'incertitude politique et des menaces pour la sécurité nationale sont venus aggraver les conséquences négatives de la baisse des prix des matières premières.

Le problème n'est pas récent, depuis les années 1960, les pays de la CEMAC font face à des difficultés économiques se manifestant par leurs vulnérabilités aux chocs extérieurs ; crise de la dette de 1982, crise économique asiatique de 1997, crise alimentaire mondiale de 2007, crise financière mondiale de 2008 et la crise sanitaire actuelle de la pandémie de Coronavirus. Sur le plan intérieur, les défis sont nombreux : une balance commerciale déficitaire, une dégradation des termes de l'échange, une hausse de l'inflation, baisse tendancielle de la production du pétrole depuis 1997, pesanteurs administratives et structurelles, secteurs hors pétrole peu compétitifs, endettements de l'Etat, chômage, accroissement des inégalités sociales. Tous ces facteurs ne leur permettent pas d'améliorer leurs performances économiques de façon autonome.

Ainsi pour palier à ces difficultés, des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) et des plans de redressement ont été mis en place. Il s'agit donc, de faciliter la compétitivité économique et l'attractivité de la zone par une économie performante et de mobiliser les ressources financières.

Les résultats obtenus par ces programmes montrent à suffisance l'importance de diversifier les économies en se focalisant sur des secteurs clés. L'étude de l'histoire des faits économiques et sociaux met en évidence que, le décolllement de l'Asie a été rendu possible par la diversification de son économie. La transformation structurelle de son économie qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs d'activités primaires vers les secteurs secondaires et tertiaires à travers des pays comme la chine, l'inde et le japon. Cette

diversification a permis de les hisser parmi les pays les plus développés pourtant en Afrique centrale, nous remarquons cette incapacité à faire cette transition due à leur dépendance vis-à-vis de leurs ressources naturelles qui se révèlent comme un handicap majeur à une performance économique durable.

Les pays de la CEMAC sont confrontés à des besoins de transformations de leurs économies pour assurer leur développement, par exemple dans le domaine de la production, des technologies et de l'industrie, etc... La littérature souligne à cet effet que les économies diversifiées offrent certains avantages, dont une meilleure intégration économique régionale, un moyen d'affronter les impacts des chocs externes et permettent d'enregistrer de bonnes performances économiques à long terme Hesse (2008) ; Alderman et Maloney (2007). C'est grâce à la diversification de leurs économies que les pays émergents résistent aux fluctuations du marché international et améliore leurs croissances économiques

C'est dans cette optique en parlant de la liaison entre la transformation structurelle des économies et la diversification, que les pays de l'Afrique centrale ont entamé un processus de diversification de leurs structures économiques, à travers des politiques industrielles d'import-substitution, afin de réduire progressivement leur dépendance par rapport aux produits de base. En raison de la place primordiale de l'Etat dans la mise en œuvre de ce processus et à cause des nombreuses crises, ces expériences se sont soldés par des échecs et ont conduit au cours des années 90 à la privatisation du tissu industriel.

Par ailleurs, malgré ces échecs, de nombreux auteurs, ont persisté à démontrer l'exigence d'une réorientation des stratégies de développement du continent africain vers la diversification de son économie en vue de la stabilisation de ses recettes d'exportation et de l'amélioration de sa compétitivité internationale, la diversification joue donc un rôle essentiel dans la maîtrise des aléas de la conjoncture et particulièrement des fluctuations du cours des matières premières, Berthélemy (2005).

Le secteur secondaire (industries de transformation, manufactures, etc...), moteur essentiel pour la croissance reste embryonnaire en zone CEMAC alors que l'amélioration des secteurs industriels et la constitution de la main d'œuvre favorisent la diversification, de même que l'investissement public dans les technologies et les infrastructures aussi bien articulés, a exercé un impact positif sur la diversification Coxhead (2007). De plus, Harding et Jovorcik (2007) en réalisant une étude, concluent que l'investissement direct étranger contribue à la diversification des exportations des pays d'Europe centrale et australe. A partir

de ses recherches antérieures, Massel (1970) a fait l'observation que les pays dont les exportations sont peu diversifiées connaissent une forte instabilité économique, provoquée par celle de leurs recettes d'exportations.

Comme partout ailleurs, les pays de la CEMAC ont connu une croissance démographique au fil du temps. La croissance stable du PIB nécessaire pour maintenir le niveau de vie actuel a été le défi le plus important pour les pays en développement, Kundu (2013). La théorie économique suggère que l'expansion des exportations augmenterait la croissance économique et conduirait à forte croissance du revenu national. La description de cette observation a été présentée par plusieurs économistes éminents dans lesquels les aspects bénéfiques de l'exportation tels que l'utilisation accrue des capacités, les économies d'échelle, les incitations à diversifier le tissu industriel sont mis en avant, Shuai shao et yang (2014), Kim et Gopinath (2009).

Bien que l'utilisation des exportations agricoles afin de réaliser la performance économique ne soit pas suffisante, la plupart des économistes suggèrent, les exportations de produits industriels pour parvenir à une performance économique durable. Selon Fosu (1996), les exportations primaires sont généralement brutes et non transformés, tandis que les produits manufacturés sont plus technologiquement intensifs et plus susceptibles de créer de retombées économiques positives, par conséquent la production de produits industriels plus élevés et l'exportation de ces produits, entraine la croissance économique Ghazi et Al (2015), Abdulrazag (2015) gage d'une économie performante.

Toutes ces analyses, dont les éléments sont liés entre eux, nous amènent à aborder la problématique de la recherche.

## **II- PROBLEMATIQUE DE LA RECHERCHE**

Depuis les années 60, les pays d'Afrique centrale ont cherché à assoir leurs indépendances politiques par le renforcement de leur autonomie économique. Plusieurs processus de développement ont été entamés et plusieurs stratégies de relance du commerce extérieur se sont succédées. Mais, les résultats sont aux attentes. En effet la part de l'Afrique subsaharienne dans le PIB mondial atteint à peine 2% et quant à sa part des exportations mondiales de produits manufacturés, elle est environ de 1,7% Bain (2001). De plus au cours des trente dernières années, l'Afrique a perdu des parts de marchés dans le commerce mondial, même dans les produits de base classique (coton, café, ananas) et cela malgré les

préférences commerciales (AGOA, UE-ACP) qui lui ont été accordées, Banque Mondiale (1999).

Ainsi selon le CAPC, ces principaux échecs dans le commerce mondial résident dans la structure de production des Etats africains et plus particulièrement dans le manque de diversification de la production. En effet, les pays en voie de développement et principalement les pays de la CEMAC demeurent presque entièrement tributaires des exportations classiques (matières premières) malgré la faible élasticité des revenus ainsi que la baisse et l'instabilité des termes de l'échanges.

Selon l'enquête menée simultanément par le CNUCED le PNUD en 2006, 38 pays en développement dépendent d'un produit agricole pour plus de 50% de leurs revenus ; et 48 pays sont tributaires de deux produits.

Les pays de la CEMAC qui font partie de cette étude ont essayé de rompre avec le modèle de développement traditionnel juste après la ratification du traité de N'Djamena (1999) en entamant des stratégies de diversification économique. Ces expériences furent plus tard remises en cause et ont permis l'avènement des réformes qui mettaient l'accent sur la spécialisation internationale. Cette nouvelle stratégie d'optimiser les ressources ; ce qui a eu pour effet une reprise économique. Mais les résultats de cette reprise ont été très faibles en matière de développement et les cours des produits de base n'ont cessé de connaître une tendance à la baisse.

A la faveur de l'embellie sur les marchés des produits de base et des ressources naturelles au cours de ces dernières années sur des recours financiers ont pu être accumulées démontrant cette forte dépendance d'une part et cette forte vulnérabilité face au retournement de la conjoncture. Cette forte vulnérabilité qui n'a pas permis aux pays de la zone CEMAC d'échapper à la crise qui a conduit au ralentissement de la croissance de ces pays en 2016 du fait de la polarisation de leurs économies reposant en grande partie sur les exportations des matières premières. Cette difficile conjoncture a entraîné de lourds déficits budgétaires pour chacun des pays qui avaient décidés de conclure avec le FMI des programmes d'ajustement structurel assortis d'aides financières. Affaiblie par la chute des revenus pétroliers, la CEMAC a atteint un niveau critique d'insécurité économique selon plusieurs indicateurs.



Cette conjoncture économique actuelle a été ressentie de manière aigue dans les principaux secteurs d'exportations africains ; la demande s'est effondrée sur les marchés majeurs et les prix des principaux produits de base ont enregistré des baisses spectaculaires. Cette crise montre à quel point il est important pour les pays africains de diversifier leurs exportations pour mieux résister aux chocs. Le patron de la BAD conseille également aux Etats de diversifier leurs économies afin que les populations puissent consommer les produits locaux et par conséquent préserver leurs devises.

Acemoglu et Zilibotti (1997) ont affirmé que la diversification pouvait accroître les revenus en permettant de répartir les risques liés à l'investissement sur un portefeuille plus large. Toutefois, des études plus récentes ont avant tout examiné l'existence d'une relation non monotone entre la diversification et la croissance.

En outre, ces études majoritairement menées dans les pays en développement (Afrique, Amérique Latine) qui ont eu à bénéficier de réductions (ou d'annulation) de leurs dettes externes. L'objectif était de réorienter ces ressources (destinées aux services de la dette) vers des dépenses publiques dans les domaines diversifiés de l'économie.

L'urgence de diversifier les sources de croissance se pose avec plus acuité aujourd'hui en zone CEMAC présentée comme une région d'Afrique où la performance économique est faible.

Cette étude pose un problème des fins de la diversification de l'économie en zone CEMAC.

Ainsi dans le cadre de notre étude, nous nous proposons de répondre à la question de recherche suivante :

☞ **La diversification de l'économie affecte-t-elle la performance économique en zone CEMAC ?**

Avec la mondialisation, les échanges reprennent de l'ampleur et donc il urge de mener des actions concrètes pour inverser la tendance. Et cela passe nécessairement par une diversification de la structure de production qui peut impacter la croissance et les dépenses publiques. Pour mieux saisir les enjeux entourant cette question de recherche lui associons deux questions subsidiaires :

1- La diversification de l'économie affecte-t-elle la croissance ?

- 2- La diversification de l'économie affecte-t-elle les dépenses publiques ?

### III- OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Derrière toute question de recherche, se cache un certain nombre d'objectifs de recherche qu'il convient d'énoncer afin de partager notre perspective avec les lecteurs. L'objectif principal est de **montrer l'effet de la diversification de l'économie sur la performance économique des pays de la CEMAC.**

De façon spécifique il s'agit de :

- 1- Montrer l'effet de la diversification de l'économie sur la croissance.
- 2- Montrer l'effet de la diversification de l'économie sur les dépenses publiques.

### IV- HYPOTHESES DE LA RECHERCHE

Selon Petry (2003), une hypothèse de la recherche est un énoncé déclaratif qui précise une relation anticipée et plausible entre les phénomènes étudiés, observés ou imaginés.

Pour atteindre les objectifs de notre recherche, nous partons de l'hypothèse générale selon laquelle, **la diversification de l'économie affecte la performance économique des pays de la CEMAC.** Cette hypothèse est testée en deux temps :

**Hypothèse 1 :** La diversification de l'économie affecte la croissance économique ;

**Hypothèse 2 :** La diversification de l'économie affecte les dépenses publiques.

### V- REVUE DE LA LITTERATURE

Le débat sur la diversification a débuté aux Etats Unis et en Amérique latine, lors de la crise de l'entre-deux guerres avec la chute spectaculaire du cours des matières premières. Les arguments en faveur de la diversification ont ainsi alimenté les politiques régionales, les politiques commerciales et industrielles et même, de manière plus large, les politiques de développement de nombreux pays jusqu'à nos jours.

De nombreuses contributions économiques ont montré les avantages procurés par la diversification en termes de dilution des risques, de même que les théories de la croissance et du développement ont mis en évidence l'apport de la diversification au processus de développement, Berthélemy (2005). En effet, un pays ou une région dont l'activité économique est diversifiée est moins sensible aux aléas conjoncturels, dès lors que les aléas

qui frappent les différents secteurs ne sont pas parfaitement corrélés positivement. Cet argument est particulièrement important pour les pays qui exportent les matières premières comme ceux de la CEMAC, dont les fluctuations des cours sont très fortes et constituent le motif le plus évident de recherche de plus grande diversification de ceux-ci. Les succès des pays en développement sont sans doute en partie imputables à leurs progrès significatifs sur la voie de la diversification.

Cette analyse en terme de moyen de dilution de risque peut être étendue à la question de la vulnérabilité d'une économie ou d'une région face aux changements technologiques ou à l'arrivée de nouveaux concurrents. De ce point de vue, l'atténuation des risques procurée par la diversification est également un enjeu pour les pays développés, Attaran et Zwick (1987), Aiginger et Alii (1999) car elle renvoie aux théories contemporaines de spécialisation internationale (courant néo factoriel, courant néo technologique, courant de la demande...) et à la nouvelle division internationale du travail qui procède de l'exploitation des avantages comparatifs dynamiques.

Au niveau de la relation avec la performance économique, Imbs et Wacziarg (2003) ont montré qu'il existe une relation en forme de U inversé entre la diversification et le niveau de performance économique. Pour eux, les pays tendent à se diversifier dans leur économie au fur et à mesure que le revenu augmente, avant de commencer à se spécialiser plus tard lorsque le seuil de revenu par tête est atteint pour augmenter la performance de leur économie. En outre, de nombreux travaux théoriques et empiriques ont mis en évidence la congruence positive entre la diversification de l'économie et la performance et/ou la productivité ou la croissance et/ou la productivité, plus particulièrement les enjeux et les déterminants de la diversification économique, Barthélemy et Chauvin (2000), Barthélemy et Söderling (2001), Taylor (2003).

Pour mieux apprécier les coûts et avantages d'un processus de diversification, il convient de mieux cerner les principes de base l'expliquant ou le justifiant, Berezin (2002). En effet :

- La diversification de la production peut être horizontale et/ou verticale : en général, la diversification horizontale vise l'émergence d'un nouveau secteur d'activité, tandis que la diversification verticale consiste à élargir la gamme des produits fabriqués dans un même secteur ;

- La diversification de la production répond à la loi des rendements décroissants : En effet, la diversification d'un portefeuille d'actifs réduit le risque, mais le bénéfice marginal d'une accélération ou d'un accroissement de la diversification est une fonction décroissante du niveau courant du portefeuille ou de la répartition sectorielle de la production. La diversification devient contreproductive s'il faut dépouiller les secteurs performants des ressources au profit de nouveaux secteurs ;
- La corrélation des performances sectorielles est critique : Le gain attendu de la diversification est plus accru si la production dans le nouveau secteur n'est pas parfaitement corrélée (et si possible, s'il est négativement corrélé) à celle du reste de l'économie, si celui-ci ne réalise pas de performances louables. Ceci implique que la diversification de la production ne correspond pas seulement à une migration vers de nouveaux secteurs, mais il s'agit de favoriser des secteurs plus compétitifs que le reste de l'économie ;
- La diversification a un coût important : ce processus devient contreproductif s'il faut dépouiller les secteurs performants des ressources au profit de nouveaux secteurs. Il peut également exiger des ressources supplémentaires indisponibles;
- La diversification économique permet de ne pas être excessivement tributaire des secteurs économiques fondés sur l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles. Mais, elle réclame à la fois l'extension de la gamme des marchandises et services produits en vue de l'exportation, mais aussi un secteur privé dynamique ayant accès à une main-d'œuvre qualifiée et évoluant dans un environnement économique adéquat ;
- La diversification économique requiert des motivations appropriées pour l'essor de la transformation et des services, y compris (a) des prix stables qui protégeront d'une surévaluation nuisible aux exportations et (b) des mesures destinées à brider les formes de concurrence socialement perturbatrices en ce qui concerne l'accès à l'exploitation des ressources naturelles, qui ont pour corollaires la corruption, l'absence de démocratie et le non-respect des droits de l'homme ;
- Enfin, la diversification économique est un processus qui demande du temps (moyen et long terme). En général, il convient de pallier les fluctuations des cours avec des instruments efficaces à court terme (fonds de stabilisation budgétaire, marchés dérivés, techniques d'assurance, financement

compensatoire, etc.) qui présentent chacune des difficultés de mise en œuvre et des coûts variés, et inscrire la diversification au nombre des réformes structurelles.

D'après Kamgna (2007), certaines recherches ont mis en exergue les facteurs influençant le processus de diversification dont le niveau de revenu, le niveau de l'investissement, les nouvelles technologies, les politiques industrielles, la productivité des facteurs ainsi que les exportations sur les marchés mondiaux, etc. La littérature sur le sujet permet de classer ces facteurs en cinq catégories :

- Facteurs physiques : investissement, croissance et capital humain ;
- Choix politiques : impact des politiques commerciales et industrielles ;
- Variables macroéconomiques : taux de changes, d'inflation ainsi que les grands déséquilibres macroéconomiques ;
- Variables institutionnelles : gouvernance, conflits et environnement de l'investissement ;
- Accès aux marchés : élimination des barrières tarifaires, le développement du marché financier.

Plus particulièrement, au niveau des facteurs macroéconomiques, une forte instabilité de l'environnement économique ne favorise ni la création et le développement de nouveaux secteurs d'activité, ni l'instauration d'un climat d'affaires favorable au processus de diversification.

L'Afrique subsaharienne où se situe la CEMAC a réalisé des progrès remarquables au cours des deux dernières décennies. Ses taux de croissance ont été élevés et ses indicateurs sociaux se sont sensiblement redressés grâce à une amélioration de l'action des pouvoirs publics sur les dépenses publiques, mais aussi à l'évolution favorable des cours des matières premières et des conditions de financement. Toutefois, à la différence des poussées de croissance constatées ailleurs, l'accélération de la croissance enregistrée dans la zone CEMAC n'a pas été propulsée par l'expansion du secteur manufacturier. Par ailleurs, les épisodes de croissance en zone CEMAC ont été plus brèves que dans d'autres régions et, dans certains pays tels que la RCA, les conflits ont ralenti ou annulé les progrès en matière de diversification économique, FMI (2017c).

## VI- METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

En vue de tester nos hypothèses, notre méthodologie a consisté d'une part à faire une analyse théorique et d'autre part à procéder à une analyse empirique. La méthode pressentie pour mesurer l'effet de la diversification sur les performances économiques des pays de la CEMAC est la méthode des moments généralisés en systèmes (GMM) de Arellano-Bover (1995) /Blundell-Bond (1998), du fait qu'il permet de résoudre les problèmes d'endogénéité le plus souvent rencontré entre plusieurs variables explicatives. Cependant, cette méthode se heurte ici à la dimension individuelle qui est faible comparativement à la dimension temporelle, ce qui ne permet pas d'appliquer les propriétés asymptotiques des estimateurs GMM et pose un problème d'identification des variables instrumentales. Par conséquent La **méthode des panels avec effets individuels fixes** est utilisée pour modéliser l'effet de la diversification économique sur les performances économiques des pays de la zone CEMAC, après avoir été validés par le test d'empilement de Fisher et le test de spécification d'Hausman.

Par ailleurs, les données utilisées dans le cadre de notre travail proviennent essentiellement de trois sources. Il s'agit de la base UNCTADstat (2020) des nations unies sur les indicateurs de diversification économique, de la Banque Mondiale (WDI 2019) pour les indicateurs de la gouvernance politique et des variables macroéconomiques pour les variables de contrôle et enfin les données de la BEAC pour les dépenses publiques. Notre champ d'étude couvre les 6 pays de la zone CEMAC à savoir **le Cameroun, le Tchad, la République du Congo, la Guinée Equatoriale, le Gabon et la République Centrafricaine (RCA)**, et s'étend sur une période de onze ans (allant de 2008 à 2018).

## VII- PERTINENCE DU SUJET

L'importance de ce sujet tient au fait qu'il soit d'actualité. La performance de l'économie aujourd'hui se trouve au cœur de plusieurs débats entre professionnels. Ce regain d'intérêt s'explique tout simplement par la recherche d'une performance économique forte et durable pour les pays de la CEMAC. L'argument traditionnel pour la diversification économique repose sur son rôle dans la réduction de l'instabilité des revenus d'exportation due à la fluctuation cyclique des prix internationaux des produits de base. Beaucoup de pays qui dépendent des produits de base connaissent souvent l'instabilité de l'exportation découlant de la demande mondiale inélastique et instable, de sorte que la diversification est un moyen d'alléger les contraintes particulières. En raison de son impact sur la demande

intérieure, l'instabilité de l'exportation pourrait décourager les investissements nécessaires dans l'économie par les entreprises vulnérables et risque nuire la croissance et la performance économique à long terme, Ghosh et Ostry (1994).

### **VIII- ORGANISATION DU TRAVAIL**

La suite de ce mémoire est organisée en deux parties. La première partie est consacrée à la présentation du cadre théorique de la relation entre la diversification de l'économie et la performance économique en zone CEMAC. Cette partie se subdivise en deux chapitres. Le premier chapitre met en relief les concepts de diversification et de performance économique, et le deuxième présente l'analyse théorique de la relation entre la diversification et la performance économique. Dans la deuxième partie, nous procédons à la vérification empirique de la relation entre la diversification de l'économie et la performance économique. Cette partie se dissocie en deux chapitres également. Le troisième chapitre nous permet de présenter les évolutions et choix méthodologiques en présentant le modèle et les variables retenus. Le quatrième chapitre met en évidence les estimations, les résultats et donne les recommandations de l'étude.

**PREMIERE PARTIE :**

**CADRE THEORIQUE DE LA  
RELATION ENTRE LA  
DIVERSIFICATION DE  
L'ECONOMIE ET LA  
PERFORMANCE ECONOMIQUE EN  
ZONE CEMAC**



## INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE

La littérature théorique sur le rôle de la diversification, sur la performance économique et ses implications dans les différentes étapes de développement, a été largement évoquée au cours de ces dernières années. Nous remarquons bien aujourd'hui, quelle que soit la sensibilité par rapport à la problématique de la diversification de l'économie sur la performance économique, la croissance et les dépenses publiques restent indispensable pour évaluer cette performance. Il suffit juste d'en faire une observation profonde sur les Etats à faible croissance ; pour s'apercevoir de sa grande importance. Cependant, il serait intéressant de faire remarquer que la tendance de cette littérature n'est pas restée uniforme dans le temps. En effet, après les premiers développements théoriques réalisés, l'essor des théories d'Adam Smith et de Ricardo au cours de la deuxième moitié du XXème siècle ont favorisé le développement d'une théorie de la spécialisation qui réserve peu de place à la diversification. Mais des théories sur la diversification notamment celle de Markowitz dans les années 1959 a favorisé l'émergence d'une nouvelle conception de la diversification dans le processus de croissance économique et de développement. C'est dans ce contexte qu'on peut inscrire les travaux réalisés par Imbs et Wacziarg (2003), Hesse (2008), Alderman et Maloney (2007), qui estiment que la diversification est indispensable pour la performance économique, et que si des pays sont sous-développés et ont une croissance faible, ce serait à cause de leur faible niveau de diversification économique. Par conséquent, ils préconisent de renforcer la transformation des économies traditionnelles comme thérapie au sous-développement et à la faible croissance et performance économique. Ces développements théoriques reçurent un écho favorable dans les institutions internationales et furent expérimentés dans de nombreux pays en développement. Les résultats de ces politiques ne se firent pas attendre et le sous-développement économique a laissé place à l'instabilité économique et aux crises financières. Concrètement, l'objectif de cette première partie est de mettre en relation la diversification de l'économie et la performance économique. Pour ce faire, cette partie s'articulera autour de deux chapitres. Le chapitre 1 met en avant les enseignements sur la diversification et la performance économique et le chapitre 2 présente les analyses théoriques de la relation entre la diversification de l'économie et la performance économique.

## CHAPITRE 1

### CADRE CONCEPTUEL DE LA RELATION ENTRE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE ET LA PERFORMANCE ECONOMIQUE

#### INTRODUCTION

Le processus de développement économique est un processus de transformation structurelle où les pays passent de produire à faible valeur ajoutée à des biens à forte valeur ajoutée. La condition préalable est l'existence d'une demande élastique pour les exportations des pays dans le monde afin qu'ils puissent exploiter les marchés mondiaux sans craindre des effets négatifs sur les termes de l'échange. Dans de nombreux pays en développement, la demande intérieure est très faible, et les recettes d'exportations peuvent contribuer de manière significative à une amélioration de la performance économique d'un pays. Beaucoup de nation dépendent des produits de base et présentent une instabilité de l'exportation qui découle d'une demande mondiale inélastique et instable. Un autre problème concerne la compétitivité des produits dû à la mondialisation et l'accélération du commerce transfrontalier qui exposent les exportations des pays à la concurrence mondiale. Alors, pour réussir dans la diversification de l'économie, elle doit être compétitive à l'échelle mondiale pour tirer parti des marchés mondiaux. L'objectif de ce chapitre est de poser les jalons nécessaires à la compréhension des concepts de diversification et de performance économique. Pour y arriver, en section 1 nous allons d'abord examiner la diversification en la définissant et en présentant ses dimensions en suite donner ses typologies et ses mesures et en section 2, nous allons décortiquer la performance économique en nous focalisant d'une part sur sa définition et ses mesures et d'autre part sur ses indicateurs et son évaluation.

## SECTION I : LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE

Le débat sur la diversification a connu un renouvellement important durant ces dernières années. L'objectif de cette section est de préparer le terrain pour une meilleure compréhension des fondements de la diversification économique. Pour y arriver, nous allons la décrire en présentant ses différentes proportions, ses classifications et ses mesures.

### 1.1. Définitions et dimensions

La diversification est une notion complexe et polysémique dont les acceptations varient en fonction des auteurs des différentes disciplines des sciences humaines et de gestion. Peu importe le degré de complexité de cette notion, il ressort de plusieurs études que la diversification se retrouve en macroéconomie et microéconomie, Rosenstein-Rodan (1943) ; Penrose (1959) ; Leontief (1986) ; Clemenson (1992) ; etc.

Sur le plan microéconomique, la diversification est une stratégie de développement de l'entreprise caractérisée par l'extension de sa gamme de produits. Plus spécifiquement Ansoff (1957, 1965) définit la diversification comme l'entrée d'entreprises sur des nouveaux marchés avec des nouveaux produits simultanément. Pour suivre dans la même logique d'idée Booz, Allen et Hamilton (1982) définissent la diversification comme une stratégie consistant à investir dans un nouveau produit ou service, dans une nouvelle clientèle cible ou un nouveau marché géographique l'entrée. Pour leur part Ramanujam et Varadarajan (1989) définissent la diversification comme l'incursion d'une entreprise dans de nouvelles lignes d'activité, grâce à un processus de développement interne d'affaires ou grâce à des fusions et des acquisitions, ce qui entraîne des changements dans la structure productive et la gestion de l'entreprise. En définitive la diversification sur le plan microéconomique est une stratégie de développement de l'entreprise caractérisée par l'expansion de l'offre des produits et services sur des nouveaux segments de marché.

Sur le plan macroéconomique, la diversification économique, est un accroissement du nombre d'emplois dans une région grâce à l'arrivée d'un nouveau secteur d'activité ou l'expansion d'un secteur existant qui n'est pas le seul secteur ou le secteur dominant de la localité, (Clemenson, 1992). Pour Schuh et Barghouti (1988) la diversification économique est le processus de transformation structurelle d'une économie qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs d'activités primaires (ressources naturelles, agriculture, etc.), secondaires (industrie de transformation) et les tertiaires (commerce, tourisme, etc.).

## 1.2. Typologie et mesures de la diversification

### 1.2.1. Typologie de la diversification

S'agissant de la typologie sur la diversification, la littérature en dénombre plusieurs à cet égard nous pouvons citer au plan microéconomique :

- **La diversification verticale** : où une entreprise fabrique soit les sous-ensembles, pièces et matériaux entrant dans la construction des produits existants, soit de nouveaux produits dont les produits existants constituent des matières premières ou des composantes.
- **La diversification horizontale** : est une forme de diversification dans laquelle une entreprise fabrique des produits/services nouveaux qui sont conformes ou complémentaires à son expertise actuelle en matière d'expérience et de technique de production.
- **La diversification latérale** : est une forme de diversification dans laquelle une entreprise entre dans un nouveau domaine d'activité par la fabrication des produits nouveaux, sans aucun rapport avec ses produits ou services actuels et encore moins avec ses marchés actuels, mais qui sont destinés à des marchés nouveaux. Tous les experts s'accordent pour dire que cette forme de diversification est la plus risquée à entreprendre parce qu'elle induit un changement important de la chaîne de production.
- **La diversification concentrique** : est une forme de diversification dans laquelle une entreprise cherche dans un premier temps à augmenter la gamme de produits offerts à ses clients habituels et, dans un deuxième temps, à atteindre des clients différents pour ses produits traditionnels. Cette diversification correspond à la diversification totale selon Ansoff (1957).
- **La diversification géographique** : est une forme qui ne consiste pas uniquement à exporter ses produits dans d'autres pays mais bien au contraire, pour une entreprise, à sortir de son marché traditionnel et à s'attaquer à une autre zone dans laquelle les facteurs clés de succès sont différents.
- **La diversification financière** : est une forme de diversification visant à limiter les risques courus par l'investissement en répartissant les fonds entre des titres divers qui, vraisemblablement, ne devraient pas tous fléchir en même temps.

Au niveau macroéconomique, nous dénombrons deux types de diversification : la diversification économique par la production agricole et la diversification économique par l'industrialisation

- **La diversification économique par la production agricole** est une stratégie de développement qui est communément connue sous l'appellation de « **Révolution verte** » elle a connu deux phases de développement à savoir :
  - ✓ La « **Révolution verte scientifico-technique** » est une stratégie qui a vu le jour grâce aux travaux de recherche de l'agronome américain et Nobel de la paix Norman Borlaug qui ont permis l'intensification et l'utilisation des nouvelles variétés de céréales à hauts rendements. Elle a été rendue possible grâce à la capacité scientifico-technique à modifier l'environnement avec des techniques comme l'utilisation des engrais pour les sols peu fertiles, des produits phytosanitaires pour éliminer les mauvaises herbes ravageuses, la mécanisation pour augmenter la productivité et l'irrigation en cas de sécheresse (FAO, 1996). Cependant, il semble que ce succès s'est fait au prix d'un lourd tribut sur le plan environnement : appauvrissement de la biodiversité et des sols, pollution, destruction de la faune, exode rural massif, dépendance technologique des agriculteurs du sud à l'égard des industries du nord, Parrot et Marsden (2002) : Grain (2007). Ces nombreuses limites ont conduit au développement d'une nouvelle forme de révolution verte.
  - ✓ La seconde « **Révolution verte** » baptisée « **agriculture biologique et agro écologique** » par Doug Parr, scientifique en chef de green peace, est une tendance actuellement en développement. Selon Riquois (1991), l'agriculture biologique repose sur un principe simple qui est le respect strict des liens et des équilibres naturels entre le sol, les plantes et les animaux auquel s'ajoute la contrainte de l'interdiction d'utilisation des produits chimiques de synthèse.
- **La diversification économique par l'industrialisation** dans laquelle on distingue trois dimensions, notamment « *la substitution des importations* », « *les industries industrialisantes* » et « *la substitution des exportations* ».
  - ✓ S'agissant de « *la substitution des importations, (ISI)* » **qui** est une stratégie de développement dont le but consiste à répondre à la demande intérieure en remplaçant les produits de consommations importés par le développement

de la production locale. Une telle démarche permet l'essor des industries naissantes lorsque le pays élabore une politique industrielle active s'appuyant sur un « *protectionnisme éducatif* », des subventions et prêts bonifiés aux entrepreneurs locaux et une monnaie forte pour encourager l'importation des biens d'équipement par les producteurs locaux (Bouret, 1999). Issue du courant structuraliste, *VISI* vise un triple objectif : enclencher un processus de développement industriel auto-entretenu, opérer une remontée de filières et réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

- ✓ « ***Les industries industrialisantes (III)*** » la paternité de cette stratégie est attribuée à l'économiste français Destanne de Bernis. S'inspirant de la notion de pôles de croissance de François Perroux, dont il est le disciple définie l'industrie industrialisante comme celle : « dont la fonction économique est d'entraîner dans son environnement localisé et daté un noircissement systématique ou une modification structurelle de la matrice interindustrielle et des transformations de fonctions de production » Destanne de Bernis (1966). L'industrialisation par les industries industrialisantes (III) s'inscrit dans la logique de la diversification verticale, qui souscrit aux principes des notions d'effets d'entraînement et de densification des matrices intersectorielles promus par Roseinstein-Rodan et Leontieff. Contrairement à l'ISI, qui ne mise pas nécessairement sur la complémentarité entre les industries naissantes privilégie la recherche des pôles d'industrialisation ayant des effets d'entraînement importants sur le reste de l'économie. On y retrouve aussi le principe de la complémentarité de la diversification verticale où les *outputs* d'un secteur deviennent les *inputs* d'un autre.
- ✓ La troisième dimension de l'industrialisation opérant dans une logique de diversification économique est « ***l'industrialisation par la substitution des exportations (ISE)*** », également connu sous le nom de « *promotion des exportations* ». *L'ISE* consiste à remplacer les exportations des produits primaires faiblement transformés (produits de base, matières premières) par les exportations des produits non traditionnels (produits manufacturés, produits semi-manufacturés, produits primaires élaborés). Autrement dit, il s'agit d'inciter les branches manufacturières) exporter leur production dans le but d'augmenter les revenus d'exportations du pays et, par ricochet, parvenir à une croissance rapide susceptible de rehausser le niveau de vie de

la population et d'élargir le marché intérieur. Cette stratégie repose sur certains avantages comparatifs liés à chaque territoire tels que les facteurs de production (main d'œuvre bon marché et qualifiée, disponibilité des ressources naturelles, etc.) Contrairement aux deux précédentes dimensions de l'industrialisation où l'Etat joue un rôle important, dans celle-ci, c'est le secteur privé qui est considéré comme un moteur du développement et de l'industrialisation.

Au demeurant, nous pouvons affirmer que les stratégies et expériences de diversification par la production agricole et par l'industrialisation dans le monde ont intégré de façon générale les principes qui sous-tendaient les typologies de ce phénomène. Comprendre cet alignement entre stratégies et typologies de la diversification est certes pertinent, mais connaître les différentes mesures de la diversification l'est encore davantage pour asseoir son ancrage paradigmatique.

### 1.2.2. Mesures de la diversification

Compte tenu de la situation actuelle où la croissance économique est liée aux changements structurels au niveau des exportations et de leur diversification, l'évaluation de la diversification prend toute son importance, la diversification se présente comme l'une des variables explicatives dans l'analyse du recul de la croissance économique.

Pour Ben et al (2006), plusieurs outils de mesure de diversification ont été confectionnés depuis la crise des années 30 à nos jours. Et ces différents outils de mesures figurent pour la plupart dans la 36ème publication du CAPC, on peut citer :

- **Indice d'Ogive**

$$OGV = N \cdot \sum_{i=1}^N (p_i - \frac{1}{N})^2$$

Où  $P_i$  est la partie réelle du produit  $i$  ( $x_i$ ) dans les exportations totales ( $X = \sum X_i$ ),  $N$  le nombre total des produits exportés et  $1/N$  la part idéale des recettes d'exportations qui est la part moyenne d'exportation de chaque produit.

- **Indice d'entropie**

$$ENT = - \sum_{i=1}^N p_i \log_2 P_i \quad \text{avec } N \text{ et } P_i \text{ définis comme précédemment}$$

- **Indice de Hirschman**

- i- En tant que mesure du degré de diversification/concentration des échanges des échanges

$$H_1 = \sqrt{\sum_{i=1}^N \left(\frac{X_i}{X}\right)^2}$$

Où  $x_i$  est la valeur à l'exportation d'un produit  $i$ ,  $X$  est le total des exportations, et  $N$  est le nombre de groupes de produits.

- ii- En tant que mesure de la concentration géographique ou de la concentration commerciale :

$$G = \left[\sum_{i=1}^T C_i^2\right]^{1/2}$$

$C_i$  étant la proportion des exportations achetées par chaque pays  $i$  au cours d'une année donnée, et  $T$  représentant le nombre des pays de destination pour chaque année.

▪ **Indice de Hirschman normalisé**

On prend également cet indice comme mesure relative de la diversification en exprimant sa valeur entre 0 et 1 selon la formule

$$NH_i = \frac{\sqrt{\sum_{i=1}^N P_i^2}}{1 - \sqrt{\frac{1}{N}}} \quad \text{Où } P_i = \frac{X_i}{X}, \quad X_i \text{ est la valeur des exportations du produit } i \text{ si,}$$

$X = \sum_{i=1}^N X_i$  et  $N$  est le nombre de produits.

▪ **Indice de Herfindahl**

L'expression de cet indice est très proche de celle de l'indice de Hirschman

$$H_2 = \sum_{i=1}^N S_i^2 \quad \text{où } S_i \text{ représente la part du marché de l'entreprise } i$$

- **Indice agrégatif de Barthélemy et Soderling**

$$DIV = \frac{1}{\sum_{i=1}^N \left(\frac{X_i}{X}\right)^2}$$

Où  $x_i$  représente l'exportation du produit  $i$ ,  $X$  le montant total des exportations et  $N$  le nombre de produits exportés qui est l'inverse de l'indice agrégatif de spécialisation.

Parvenu au terme de cette section où il était question de jeter les jalons à la compréhension du concept de la diversification, nous avons présenté ses différentes dimensions, typologies et mesures nous retenons que la diversification est l'un des traits descriptifs de la croissance où celle-ci est induite et amplifiée par la dialectique dynamique entre les acteurs du processus productif.



## SECTION 2 : LA PERFORMANCE ECONOMIQUE

Afin de mieux éclairer la notion de performance économique, au cours de cette section nous allons nous focaliser d'une part sur sa définition et ses mesures et d'autre part sur ses indicateurs et son évaluation.

### 2.1. Définition et mesures de la performance économique

#### 2.1.1. Définition de la performance économique

Pour Galdemar, Gilles et Simon (2012), La notion de performance économique correspond à l'atteinte d'objectifs ou de résultats attendus, et plus largement à la création de valeur. Et pour Oswald (1997), la performance économique est un ensemble de moyens permettant d'atteindre une fin dans le but d'enrichir le sentiment du bien-être humain.

De ces auteurs, nous pouvons dire que la performance économique est un ensemble de potentialités évaluatives de l'économie.

#### 2.1.2. Mesures de la performance économique

Avec la contribution de Blaser (2006) nous pouvons lister entre autre deux mesures de performance économique qui sont : **les statut-socioprofessionnel lié à l'emploi et le niveau de salaire.**

- Avec le statut-socioprofessionnel nous notons une classification basée sur le revenu, le niveau de formation (éducation) et le pouvoir, Rocher (1992). Le travail occupe une place importante dans le statut économique d'un pays ou d'une sous-région et l'identification socio-économique de la population qui peut se mesurer à trois niveaux : la classe économique, le statut social et le pouvoir politique ; exprimées par des variables telles que l'occupation, le niveau de scolarité et le revenu.
- Le salaire constitue un autre aspect important de mesure de la performance économique. Il s'agit ici du salaire brut gagné pour un seul emploi précis.

En effet, pour STIGLITZ, SEN et FITOUSSI (2010), quelle que soit l'objet relatif à la mesure de performance économique, celle-ci peut porter sur des flux (niveau de la production et/ou des revenus, par exemple) enregistrés sur une période donnée. Elle peut également porter sur les évolutions de ces flux, tels que leur taux de croissance dans le temps.

On peut encore chercher à comparer les niveaux de revenus d'un pays à un autre ou alors chercher à établir des comparaisons internationales entre les taux de croissance de divers pays. Si par exemple l'on cherche à mesurer le niveau de la production, il va falloir qu'on puisse évaluer directement ce qui est produit par les pouvoirs publics. En outre, pour mesurer les évolutions dans le temps, il faut pouvoir par exemple faire une distinction entre les variations de prix et les variations de volume, ce qui met alors en jeu la capacité à appréhender les changements qualitatifs et évaluer la performance économique.

D'après le rapport du CAE (2010), la mesure de la performance économique est basée à trois niveaux d'exigences :

- Premièrement, une meilleure mesure de la performance économique exige naturellement une expertise économique.
- Deuxièmement, bien que l'économie s'intéresse principalement aux biens et services, ses raisonnements s'appuient sur un ensemble d'outils qui permettent d'aller au-delà de son domaine propre.
- Troisièmement, et c'est peut-être là le plus important, il y a une sagesse à reconnaître ses propres limites. Comme les économistes manifestent traditionnellement une grande prudence sur les comparaisons interpersonnelles de bonheur, ils apportent dans le débat le scepticisme qui est absolument nécessaire quand on en vient à interpréter les données statistiques. Rappeler les conditions précises qui doivent être satisfaites pour avoir le droit d'agréger des données individuelles dans un indicateur synthétique, ou pour comparer des données entre pays est un préalable substantiel pour la pertinence des discussions sur ces sujets.

Par ailleurs, la mesure de la performance économique est basée sur un certain nombre de critères à savoir :

☞ **Impact** : Quels sont les effets de l'action publique ?

Les effets englobent les réalisations (effets immédiats ou « output »), les résultats (effets à moyen terme ou « outcome ») et les impacts (effets à long terme). Ils sont attendus (explicitement prévus dans les objectifs) ou inattendus, et peuvent être positifs ou négatifs.

Pour mesurer l'impact, il faut être en mesure d'observer les changements par rapport à la situation de départ et de déterminer s'ils sont au moins en partie imputables à l'action publique.

- ☞ **Effectivité** : Dans quelle mesure les réalisations prévues sont-elles mises en œuvre ?
- ☞ **Efficacité** : Dans quelle mesure les effets obtenus sont-ils conformes aux objectifs retenus et aux effets attendus ? Comment aurait-on pu optimiser les effets observés ?
- ☞ **Efficienc**e : Quels moyens (matériels, humains, financiers, ...) ont effectivement été mobilisés ? Les effets obtenus sont-ils en adéquation avec l'ensemble des moyens mobilisés ? Aurait-on pu atteindre les mêmes résultats à moindre coût ?

## 2.2. Indicateurs et évaluation de la performance économique

### 2.2.1. Indicateurs de la performance économique

Un indicateur de performance économique permet de mesurer l'écart entre le résultat obtenu et les objectifs poursuivis, pour déterminer si ces derniers sont en voie d'être atteints.

Comme indicateurs de performance économique nous avons :

- **Le volume du PIB (c'est-à-dire de la « taux croissance économique »)**. Le PIB est avéré comme étant le meilleur indicateur de performance économique ; selon le Rapport du Conseil d'analyse économique et du Conseil allemand des experts en économie lors du Conseil des ministres franco-allemand Fribourg-en Brisgau au 10 décembre 2010, Jeny-Catrice et Méda (2013).  
Ce taux de croissance (TC) est utilisé pour mesurer la performance économique, défini par la formule suivante qui relie les PIB de l'année N et de l'année N-1 :
 
$$TC = [PIB(N) - PIB(N - 1)] / PIB(N - 1)$$
- De ce même rapport, il est démontré quelques limites du PIB ; d'où l'évocation d'autres indicateurs pour une meilleure évaluation de la performance économique :
  - ✓ Les dépenses publiques ;
  - ✓ Le taux d'emploi des 15-64 ans ;
  - ✓ Le PIB par tête ;
  - ✓ Le revenu national net par tête.

Il va pour nous de noter qu'il existe dans les différentes littératures une multitude d'indicateurs de performance mais se heurtent à des problèmes de fiabilité et de qualité. C'est ainsi que Athkinson et ses coauteurs (2005, 2007) ont énumérer les conditions techniques auxquelles doivent répondre ces indicateurs :

- Clarté (pas d'ambiguïté dans la définition) ;
- Pertinence (cohérent avec l'objectif) ;
- Sélectivité (indépendant des phénomènes autres que ceux que l'on veut mesurer),
- Fiabilité ;
- Comparabilité ;
- Sensibilité (précision ne doit pas être inférieure aux variations que l'on veut observer) ;
- Accessibilité (peut être obtenu à un coût raisonnable) ;
- Pérennité (possible de le suivre dans le temps) ;
- Utilité (liens de causalité entre l'action menée et le résultat de l'indicateur) ;
- Ne pas entraîner des effets contraires à ceux recherchés (l'existence de l'indicateur peut induire des effets pervers) ;
- Ciblage pertinent ;
- Possibilité d'interprétation aisée et acceptée par tous ;
- Robustesse statistique et fiabilité ;
- S'adapter aux interventions politiques sans être manipulables ;
- Comparable d'un pays à l'autre et comparable dans le temps ;
- Actualisable en temps adéquat et se prêtant à révision ;
- S'intégrant dans un ensemble d'indicateurs équilibré entre les différentes dimensions ;
- Être le plus transparent et accessible possible aux citoyens.

### **2.2.2. Evaluation de la performance économique**

D'après le rapport du Conseil d'analyse économique et du Conseil allemand des experts en économie fourni par Stiglitz-Sen-Fitoussi (2010), l'évaluation de la performance économique d'un pays ou sous-région au fil du temps est faite selon trois approches :

- La première approche comprend des indicateurs mesurant la performance économique. Elle est fondée principalement sur les flux économiques inscrits

dans les systèmes de comptes nationaux et sur les données statistiques sur la répartition des revenus ;

- La deuxième approche cible les aspects non matériels et propose un indicateur correspondant à une série de dimensions bien définies de la qualité de la vie ;
- La troisième approche est consacrée aux questions de soutenabilité, et s'attache ainsi à déterminer « s'il est possible d'espérer que les niveaux économiques actuels soient au minimum maintenus à l'avenir ou pour les générations futures » Stiglitz et al. (2009, p. 61).

Cette triple approche permet également de comparer cette performance avec celles des autres pays.

## CONCLUSION

Parvenu au terme de notre premier chapitre, où dans la première section nous avons traité du phénomène de diversification économique et l'avons définie comme le processus de densification du tissu économique grâce à la création de nouvelle branche d'activités ou à l'expansion de celles déjà existantes dans une perspective de durabilité. La littérature nous a permis de voir à la fois ses dimensions macroéconomiques et microéconomiques de même ses typologies. Ensuite dans la deuxième section, nous avons entrepris une démarche consistant premièrement à définir le concept de performance économique et donner ses mesures et deuxièmement à énumérer ses indicateurs et examiner son évaluation.

## CHAPITRE 2

### LES EFFETS DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LA PERFORMANCE ECONOMIQUE : DES RESULTATS CONTROVERSEES AU REGARD DE LA LITTERATURE

#### INTRODUCTION

Il y a eu un débat considérable parmi les économistes sur l'effet de la diversification de l'économie sur sa performance. Mais l'équilibre du raisonnement théorique et des preuves empiriques montrent un rôle central de la diversification dans le redressement d'une économie. Les régions ayant des indices de diversification élevés se développent plus rapidement. L'objectif de ce chapitre est de présenter les premiers essais d'analyse de la relation entre la diversification de l'économie et la performance économique. La première section sera consacrée aux travaux théoriques et empiriques qui ont essayé de présenter les effets de la diversification de l'économie sur la croissance économique en suite, nous suivrons une démarche similaire à la seconde section en examinant les effets de la diversification sur les dépenses publiques.

## SECTION I: LES EFFETS DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

L'objectif de cette section est de présenter les premiers essais d'analyse positive de la relation entre la diversification et la croissance économique à travers des analyses théoriques et empiriques.

### 1.1. Les travaux théoriques

S'agissant des théories sur la diversification on en dénombre 03 :

- **La théorie moderne du portefeuille** : C'est une approche avancée grâce à des travaux réalisés dans les années cinquante par le père fondateur, le professeur Harry Markowitz. Il a travaillé sur les fondements de base sur lesquels les investisseurs institutionnels contemporains construisent leurs portefeuilles. Cette théorie repose sur le concept de diversification, qui postule qu'un groupe d'actifs financiers correctement choisi peut atteindre une meilleure performance avec un risque moindre qu'un actif financier isolé. Markowitz fonde son raisonnement sur le principe de l'aversion au risque. Cette théorie moderne trouve son application directe dans la diversification financière internationale elle est aussi enracinée dans la nouvelle théorie du commerce intra-branche.
- **La théorie du commerce intra-branche** : Ce sont les travaux de Linder (1961) avec « l'approche de la demande représentative » qui ont constitué les fondements de cette théorie. Selon cet auteur, la proximité des pays en matière de niveau de développement permet un échange croisé des produits similaires dans le sens où la demande intérieure stimule la production locale qui permet la réalisation des économies d'échelle et un perfectionnement du savoir-faire. La réalisation des économies d'échelle incite les producteurs locaux à rechercher des débouchés sur des marchés extérieurs où la demande pour ce type de produit existe déjà. Dans ce cas de figure, ce ne sont plus les facteurs de production (travail, capital, etc.) qui déterminent le commerce international, mais la demande du produit parce que le marché extérieur n'est que le prolongement du marché intérieur. L'approche de Linder (1961) a été bonifiée par Lassudrie-Duchene (1971) avec « l'approche de la demande différenciée ». Les avancées théoriques de l'échange intra-branche



vont concourir à l'intégration de la diversification dans les théories de la croissance endogène.

- **La théorie de la croissance endogène** : les travaux récents sur la croissance endogène ont mis l'accent sur l'importance de la diversification. Ainsi le modèle de Römer (1990) a introduit un effet bénéfique de la diversification qui s'exprime à travers la disponibilité des intrants au sein d'une économie qui peuvent contribuer à l'accroissement de la productivité du travail et du capital humain. De plus en augmentant le nombre de secteurs et par conséquent d'opportunités d'investissements et en réduisant le risque des investisseurs, la diversification peut également contribuer à la croissance.

Les théories mercantilistes reprises par les keynésiens, s'intéressent essentiellement au rôle que peuvent jouer les exportations en tant qu'instrument de la politique économique, en particulier assurer le plein emploi. Plusieurs concepts et arguments théoriques ont été développés pour expliquer comment le commerce en général et les politiques du commerce extérieur en particulier peuvent contribuer à la croissance économique d'un pays. En effet le courant mercantilisme fonde que le développement économique doit se baser sur l'enrichissement par le commerce (exportations des biens) et l'accumulation des métaux précieux au détriment des autres nations (fermer les importations). Alors que pour Keynes (1936), pour relancer une économie par la demande, l'exportation peut apparaître comme un moyen plus sûr de redynamiser la production et en conséquence l'emploi en exportant le chômage.

Différents auteurs ont abordé plusieurs thèmes dans l'exploration de ce paradigme et dans la définition de nouvelle problématique de développement. Ainsi, Rodan (1943) et Leontief (1986) ont mis l'accent sur les notions de l'effet d'entraînement et de densification des matrices inter sectorielles. Ces travaux sur les effets d'entraînement et les industries motrices ont constitué le point de départ de la réflexion théorique sur la diversification des économies en développement. Cette diversification devait se traduire par le noircissement de la matrice intra sectorielle suite au développement des échanges entre les différents secteurs de l'économie. Dans cette perspective, les différents auteurs ont cherché à identifier les activités industrielles et sectorielles qui ont un rôle moteur dans la multiplication des échanges internes.

Hirschman (1958) a mis l'accent sur le caractère structurant de certains secteurs qui peuvent jouer un rôle d'entraînement sur le reste de l'économie. L'économiste Gerschenkron (1962) qui a montré la place de l'industrie dans la transformation des économies traditionnelle et la modernisation des structures productives des pays en développement. Il y a donc présomption pour que la diversification présente des avantages pour une économie, à différents stades du développement économique.

Etudiant le développement du Japon dès 1935, Kaname (1967), élabore une théorie du développement basée sur les exportations, dites : « développement en vol d'oiseaux sauvages ». Selon cette théorie, dans un premier temps, les pays en développement n'exportent que des matières premières vers les pays développés qui ont des structures économiques différentes plutôt que vers les pays sous-développés avec des structures économiques semblables afin de bénéficier des entrées de devises pour importer des produits manufacturés et des équipements pour satisfaire sa demande intérieure.

Le recours aux études empiriques constitue un secours précieux dans la détermination de la relation entre croissance économique et la diversification de l'économie.

## **1.2. Les travaux empiriques**

La question de la diversification n'est pas récente dans la littérature économique. Les premiers travaux sur cette question ont été effectués par Mac Laughlin au moment de la crise des années 30 ; Il a cherché à expliquer les cycles économiques dans les villes américaines par le degré de concentration des activités économiques. Ses travaux ont montré que les villes, ayant un niveau de concentration élevée, sont celles qui ont le plus souffert de la crise de l'entre-deux guerres. Ces découvertes ont été à l'origine du début des stratégies de transformation structurelle des économies d'Amérique Latine, car elles ont permis la maîtrise des aléas de la conjoncture et plus particulièrement la chute des cours de matières comme le café. Ces travaux sur la diversification ont connu un développement rapide dans les années 40 et 50 et ont constitué le paradigme dominant de la réflexion sur la croissance et le développement jusqu'à la fin des années 70 du siècle dernier.

L'investissement en tant que facteur de la croissance endogène a été introduit par Romer (1986) en se référant au travail d'Arrow (1962). Romer assume que la croissance

d'une nation peut être permanente. Il suggère que les externalités positives technologiques sont le résultat d'une accumulation du capital physique.

La littérature souligne que les économies diversifiées offrent certains avantages, dont une meilleure intégration économique régionale et un moyen d'affronter les impacts des chocs externes. Et permettent d'enregistrer de bonnes performances économiques à long terme, Hesse (2008) ; Lederman et Maloney (2007). Or le chemin pour migrer d'une économie spécialisée vers une économie diversifiée est parsemé d'embûches et les études identifiées dans la littérature sont à la fois disparates en matière d'expériences et de méthodologies. En revanche, il ressort de ces études plusieurs facteurs qui favoriseraient le succès des stratégies de diversification économique.

A partir de ses recherches antérieures, Gylfason a élaboré en 2005 un modèle économétrique des déterminants de la croissance économique dans les économies riches en ressources naturelles. Dans ce modèle il tente de comprendre d'une part les relations entre la diversification économique et la croissance et d'autre part les relations entre les autres déterminants de la croissance et la diversification. Il a testé son modèle avec les données d'un échantillon composé de 85 pays pour une période de 1965-1998. Gylfason est arrivé à la conclusion que tout ce qui est bon pour la croissance économique encourage la diversification économique. Selon lui l'investissement public dans des secteurs autres que les industries extractives, comme l'infrastructure, le tourisme, l'éducation et la formation ; est un déterminant de la diversification économique. Enfin le pluralisme politique renforce la diversification économique parce que les démocraties évoluent naturellement vers des sociétés modernes diversifiées. La Norvège est citée en exemple Gylfason (2005).

La constitution du capital humain et la qualité des institutions comme facteurs de la diversification dans les pays riches en ressources naturelles ont aussi été étudiées. Pour Noland et Pack (2003), l'accumulation de capital humain a joué un rôle essentiel dans la diversification et la croissance économique de certains pays asiatiques, Lederman et Maloney (2007) vont dans le même sens. Maier et Wood (1998) avaient déjà démontrés que les pays qui n'arrivaient pas à investir dans leur capital humain ont éprouvés des difficultés à s'affranchir de leur dépendance aux produits primaires et à passer à des produits complexes.

Pour sa part, Coxhead (2007) a identifié (la Malaisie, la Thaïlande , la chine, l'Indonésie et Sri Lanka) dotés de riches ressources naturelles et ayant une forte croissance

à long terme pour montrer que l'investissement public dans les technologies et les infrastructures aussi bien articulés, a exercé un impact positif sur la diversification de même que une politique de libéralisation des investissements directs étrangers dans les secteurs étrangers dans les secteurs exportateurs et une politique préventive des taux de changes.

Imbs et Wacziarg (2003) montrent que la diversification s'accroît avec le développement économique, mesuré par le revenu par habitant, et par l'investissement contribue fortement aux dynamiques de la croissance et surtout à l'accroissement de la productivité des nouveaux secteurs économiques.

L'économiste américain Massel (1970) pousse l'analyse et montre, tout aussi bien que ses prédécesseurs, à partir d'une étude économétrique sur un ensemble de 55 pays développés et en développement, que la diversification joue un rôle essentiel dans la maîtrise des aléas de la conjoncture et principalement des fluctuations des cours de matières premières pour les pays en développement. Ainsi, un pays ou une région dont l'activité économique est diversifiée est moins sensible aux aléas conjoncturels, dès lors que les aléas qui frappent les différents secteurs ne sont pas parfaitement corrélés positivement.

Les premiers travaux sur la diversification ont également insisté sur le rôle de l'industrie. En effet, un consensus a été établi autour du développement industriel et de sa place dans la transformation des économies traditionnelles et la modernisation des structures productives des pays en développement. Charlton et Stiglitz (2005) ont noté la transformation spectaculaire du modèle industriel de l'économie mondiale. Les pays industrialisés développés ont opéré la transition de l'agriculture à la manufacture au 19<sup>ème</sup> siècle et s'appuient actuellement de plus en plus sur les services et le savoir-faire, transformation qui favorise la diversification industrielle et améliore la croissance.

Selon Jean-Claude Berthelemy (2005), l'analyse de la diversification comme moyen de réduire les risques peut être étendue à la question de la vulnérabilité d'une économie ou d'une région face aux changements technologiques ou à l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché. C'est grâce à la diversification de son économie que la Chine et l'ensemble des pays émergents résistent aux fluctuations du marché international.

La marginalisation croissante de l'Afrique dans la mondialisation, qui perdure depuis longtemps et qui s'est même accélérée au cours des dernières années, ainsi plusieurs chercheurs ont investigué les causes d'une telle situation. Berthelemy et Soderling (2001) et

Feenstra et al. (1999) en sont arrivés à la conclusion que l'Afrique ne pouvait tirer profit du commerce international à cause de sa structure productive peu diversifiée ce constat a suscité l'intérêt d'autres chercheurs à étudier la problématique de la diversification.

A l'échelle sous régionale, c'est à dire au niveau des différents communautés économique composées de plusieurs pays, Ben Hammouda et al (2006) ont montré qu'en 1980, les sous régions les plus diversifiées étaient celles du COMESA (marché commun. D'Afrique orientale et australe) et de la CEDEAO, tandis que la CEMAC (communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) était moins diversifiée. Et la sous-région de l'Afrique australe et l'Afrique du nord se situaient entre les deux, ils ont montré également qu'à l'échelle continentale et sous régionale le processus de diversification est fortement influencé par l'investissement, la croissance du revenu, une politique commerciale optimale, une politique macroéconomique stabilisant le taux de change et l'inflation et une bonne gouvernance et l'absence des conflits.

Pour rester dans la sous-région, une étude menée par Ben Hammouda, Oulmane et Sadni Jallab (2009) en Afrique du Nord pour la période 1980-2002 conclut sur l'importance des politiques publiques dans le processus de diversification sectorielle des économies de cette zone.

En s'inspirant de l'étude à l'échelle du continent africain menée par Ben Hammouda et al (2006), Kamgna (2007), un économiste de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a réalisé une étude pour déterminer les tendances et les déterminants de la diversification économique dans la sous-région de la CEMAC pour la période de 1987 à 2002. Il est arrivé à la conclusion que les économies de cette sous-région sont caractérisées par un faible niveau de diversification et une forte concentration autour du secteur pétrolier, miner et agricole. En effet, la structure des exportations est carrément restée inchangée durant la période de l'étude, et ce malgré une forte croissance de la valeur globale de ces exportations dans le PIB.

A l'échelle nationale, l'étude du CEPALC, Ben Hammouda et al (2006) mentionnait quelques pays où le processus de diversification avait été enclenché sans faire de progrès notable (le Kenya, l'île Maurice) et ceux dont le processus s'est approfondi (Tunisie). Une recherche récente (OCDE, ONU, OSQQ, 2010) a fait l'étude de cas de cinq pays africains (l'Afrique du Sud, l'Angola, le Benin, le Kenya et la Tunisie) dont les stratégies et profils de diversification pourraient inspirer d'autres sur le continent.

S'agissant des exportations, Deustsch et Eckstein (1961), montrent que leurs baisses peuvent réduire le taux de croissance économique ou l'accroître. Sur la même lancée, Jordan et al. (2007) ont analysé la relation entre l'exploitation et le PIB de la Namibie pour la période de 1970 à 2005. L'hypothèse de la croissance économique tirée par l'exploitation a été testée par les méthodes de causalité et de Co intégration de Granger, plus précisément, la direction de causalité entre l'exportation et le PIB.

Greenaway, Morgan et Wriath (1999) ont également montré que non seulement la diversification des exportations tirait la croissance économique, mais que la décomposition des exportations avait également son importance. Leur étude corroborait aussi l'idée qu'il y avait davantage d'externalités liées au secteur manufacturier qu'aux autres secteurs.

Le succès du Chili dans la diversification de ses exportations avec des produits sophistiqués à partir des ressources naturelles tient à l'investissement public du gouvernement dans le capital humain en finançant des bourses d'études à l'étranger et en mettant sur pied un fonds pour la compétitivité et l'innovation pour construire des pôles d'excellence opérationnel, Sinnot et al (2010).

Certains auteurs soutiennent que la croissance économique crée un cadre favorable à l'expansion des exportations dans un pays et non l'inverse. Krugman (1984) et Stavrinou (1987) arguent que c'est la croissance économique qui conduit à l'expansion des exportations

Rahmaddi et Ichinashi (2011), ont examiné le lien entre l'exportation et la croissance économique en Indonésie entre 1971 et 2008, ils ont étudié cette relation dans le cadre de séries chronologiques utilisant un modèle VAR. Sur la base des résultats de l'analyse de causalité, il conclut que les exportations et la croissance économique présente une structure causale bidirectionnelle

Emani et Adibpour (2011) ont examiné l'impact de la croissance des exportations industrielles dans le secteur industriel iranien en utilisant la correction d'erreur vectorielle et les tests de Johansson sur la période de 1959-2007. Ils ont conclu que les industries d'exportation et la croissance du secteur industriel favorise la croissance économique en Iran.

A partir d'un test de Sims, Chow (1987), met en évidence une forte relation causale bidirectionnelle entre la croissance des exportations et le développement industriel des

nouveaux pays industrialisés et conclut que les deux variables bénéficient mutuellement l'une de l'autre.

Vohra (2001) a étudié la relation entre les exportations et celle de la croissance économique pour l'Inde, le Pakistan, les Philippines, la Malaisie de 1973 à 1993. Le résultat indique que l'exportation a un impact significatif sur la croissance économique si un pays atteint un certain seuil de développement.

Saminirina et Adamson (2013) ont examiné la relation entre exportations et croissance économique. L'analyse économétrique sur la période sous-revue montre qu'un accroissement de l'exportation de 10% entraîne une croissance économique de 0,95%.

Rodrigue (1987) de 1966 à 1983, à partir des tests en coupe instantanée, affirme que la croissance des pays de l'OCDE semble avoir été stimulée de façon significative à la fois par les exportations et des investissements. Ce résultat est comparable à ceux qu'a obtenus Balassa (1985) pour un groupe de 43 pays en voie de développement, pour lesquels l'introduction des exportations manufacturés dans son modèle accroît substantiellement la valeur du coefficient de détermination.

A partir de l'analyse de Michaely, Heller et Porter (1978) montrent que la corrélation correcte à tester concerne le taux de croissance des exportations et le taux de croissance de la composante non exporté de la production.

Réalisant des estimations sur des données en coupe transversale afin de pallier aux inconvénients liés à la méthodologie de Balassa avec un ensemble de 55 pays en développement sur la période 1960-1977, Tyler (1981) confirme le rôle joué par les exportations dans la croissance économique et affirme que les pays qui négligent le secteur des exportations devraient s'attendre à un taux de croissance économique faible.

Romer (1990), Aghion et Howith (1992) ont développé deux modèles où l'innovation technologique et l'investissement dans la recherche et le développement sont considérés comme déterminants de la croissance à long terme.

Grossman et Helpman (1991) ont proposé un modèle où la croissance économique est dépendante de l'ouverture de l'économie à l'extérieur. Une ouverture qui ouvre les portes aux transferts de technologies et aux nouveaux marchés.

Enfin, étudiant la relation entre la dépendance aux ressources naturelles et la croissance économique dans le cas des pays d'Afrique Sub-saharienne, Fabrizio Carmignani et Abdur Chowdhury (2010) trouvent que la dépendance aux ressources naturelles est spécifique à ces pays. Ils ont montré aussi que cette spécificité ne dépend pas du type de spécialisation dans les produits primaires.

De plus Lucas (1988) a développé un modèle de croissance endogène centré sur le capital humain, qui peut être accumulés par le biais de certaines activités dont la plus importante est l'innovation.

En somme, pour ces différents auteurs, la diversification joue un rôle majeur sur la croissance économique par la stabilisation des recettes d'exportations et le développement industriel. La spécialisation dans un seul produit a toujours été source de volatilité et de forte instabilité.

## **SECTION II : LES EFFETS DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LES DEPENSES PUBLIQUES**

Les expériences énoncées à la première section témoignent bien d'un impact positif déterminant de la diversification sur la croissance, cependant d'autres notamment dans le tiers monde, sont moins concluant. L'objectif de cette section est de présenter les premiers essais d'analyse théorique et empirique de la relation entre la diversification et les dépenses publiques.

### **2.1. Travaux théoriques**

Samuelson (1958) s'intéresse aux dépenses publiques optimales et critique certains économistes d'envergure tel que Pigou qu'il reproche de négliger le champ des dépenses publiques en comparaison aux impôts dans son livre intitulé *The Study in Public Finance* (200 sur 280 pages consacrées aux impôts). Il traite les difficultés liées à la théorie des dépenses publiques et celles liées aux prises de décision politique. Son analyse se fait à travers diverses hypothèses : l'État doit diversifier son économie en s'attachant à la production des biens collectifs et à maximiser la fonction de bien-être social. Samuelson (1954) distingue explicitement deux types de biens : une multitude de biens de consommation privés ordinaires divisibles entre différents individus et les biens collectifs dont l'ensemble des agents peut jouir en commun sans rivalité car la consommation du bien



public par un agent n'impacte en rien l'utilisation que pourrait en faire les autres membres de la société. Selon lui, l'État doit diversifier son économie en produisant des biens collectifs dont aucun agent privé ne souhaite produire par pur égoïsme. Cette diversification permet d'accroître l'efficacité par la promotion de la compétition, la maîtrise des externalités négatives et répondre face aux aléas. En outre l'investissement public dans différents secteurs pour diversifier l'économie, aide à la stabilité macroéconomique et à la croissance économique (en réduisant le chômage, l'inflation). Pour remplir pleinement ses fonctions, l'État doit opérer en obligeant les citoyens de payer des impôts, de respecter la réglementation et de consommer les biens et services publics. À travers cette force coercitive, l'État accomplit les fonctions irréalisables dans une situation d'échange volontaire en croissant la liberté et la consommation des bénéficiaires et en réduisant les revenus et les opportunités des individus taxés ou régulés.

### **2.1.1. L'effet de la diversification sur les dépenses publiques dans le court terme**

En économie diversifiée et ouverte à régime de change flexible, une augmentation des dépenses publiques hausse le taux d'intérêt, affecte négativement les exportations nettes et apprécie le taux de change. La hausse des taux d'intérêt signifie que les dépenses publiques évincent l'investissement privé (le flux de capitaux baisse). Une politique protectionniste pour parer à cette situation n'aurait d'effet ni sur l'investissement, ni sur l'épargne ou encore sur les exportations nettes.

Par ailleurs en économie diversifiée et ouverte à régime de change fixe, une politique budgétaire expansionniste orientée dans les dépenses publiques (investissements publics), augmente la production et le taux d'intérêt. La hausse du taux d'intérêt accroît les réserves de la Banque Centrale. Il en conclut que le désir de garder un régime de change fixe n'est pas un frein à une politique budgétaire expansionniste. Ici, une politique protectionniste visant à diminuer les importations aurait des effets macroéconomiques (une hausse des exportations nettes, une baisse des taux d'intérêt et une augmentation de la production).

### **2.1.2. L'effet de la diversification sur les dépenses publiques dans le long terme**

A long terme pour une économie diversifiée, la hausse des dépenses publiques implique immédiatement une hausse de la production alors que l'inflation ne répond pas immédiatement à la hausse de la production. L'effet immédiat d'une augmentation des

dépenses publiques est donc une hausse de la production tandis que l'inflation demeure inchangée. Ce niveau de production au-dessus de son niveau naturel entraîne une hausse de l'inflation.

### **2.1.3. Dépenses publiques, facteur endogène de croissance**

D'après certains auteurs tels que D.Romer (1986), Aschauer (1989, 1990), Barro (1990), s'il est vraisemblable qu'une partie des dépenses publiques puisse être qualifiée d'improductive, il n'en reste pas moins qu'il existe un certain nombre de fonctions des dépenses publiques qui peuvent directement ou indirectement contribuer à la productivité et à la création d'externalités. Ces fonctions sont notamment : la fourniture d'infrastructures, la contribution à la formation (éducation), à l'entretien du capital humain (santé), la garantie des droits de propriété, déterminant ainsi une économie diversifiée.

Barro (1990) estime que les facteurs fournis par l'État, sources d'une croissance endogène, se manifestent sous deux formes :

- Soit les dépenses publiques sont directement intégrées dans la fonction d'utilité des ménages et dans ce cas, l'éventualité d'une substitution entre dépenses publiques et privées est importante ;
- ou bien les dépenses publiques sont introduites dans la fonction de production du producteur et dans ces circonstances, elles sont complémentaires aux dépenses privées en augmentant la profitabilité marginale du capital.

### **2.1.4. Justification de l'effet de la diversification sur les dépenses publiques**

La diversification de l'économie étant l'extension de l'activité économique dans plusieurs secteurs, celle-ci affecte les dépenses publiques en ce sens que l'Etat dans sa politique de dépenses d'investissement et de fonctionnement touche tous les secteurs.

La COFOG (1999) classe les dépenses publiques en onze catégories selon leur finalité : services publics généraux, défense, ordre et sécurité publics, affaires économiques, protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, santé, loisirs, culture et culte, enseignement, protection sociale.

## **2.2. Travaux empiriques**

La justification de l'effet de la diversification de l'économie sur les dépenses publiques montre que, « l'effet de la diversification de l'économie sur les dépenses publiques

est observé dans le même sens que celui des dépenses publiques sur la croissance économique ». C'est-à-dire que :

- Si les dépenses publiques ont un effet positif sur la croissance économique, la diversification en fait autant sur ces dépenses ;
- Si les dépenses publiques affectent négativement la croissance économique, la diversification en fait de même pour ces dépenses.

Nous allons développer cette sous-partie à base des études empiriques qui ont été menées antérieurement par certains auteurs :

- Devarajan, Swaroop et Heng-fu Zou (1996) s'intéressent à quarante-trois pays en développement de 1970 à 1990 à travers la méthode des moindres carrées pour vérifier l'hypothèse théorique selon laquelle l'impact économique de chaque type de dépenses pourrait dépendre de la part qui lui est allouée.  $GRPCGDP(t+1,+5)_i = \sum_{j=1}^5 \alpha_j D_j + \alpha_6 (TE/GDP)_t i + \alpha_7 BM Pt i + \alpha_8 SHOCK t i + \sum \alpha_6 (Gk/ k TE) t i + \mu t i$ . Avec GDP, le produit réel par tête moyenne mobile ;  $D_j$ , les variables muettes spécifiant chaque continent ;  $(TE/GDP)_t i$ , la part des dépenses publiques totales dans le PIB pour le pays  $i$  au temps  $t$  ;  $BM Pt i$ , la prime en devises étrangères sur le marché noir pour le pays  $i$  au temps  $t$  (cette prime est liée à la différence entre le taux de change officiel et celui exercé sur le marché informel) ;  $SHOCK t i$ , représente le poids moyen des variations du taux d'intérêt mondial et du prix exportateur et du prix importateur du pays  $i$  au temps  $t$  ;  $(Gk/TE) t i$ , représente le vecteur des différents ratios de dépenses publiques du pays à l'instant  $t$ . Leur résultat suggère qu'une augmentation de 1% du ratio des dépenses publiques courantes (nettes des dépenses d'intérêt) par rapport au PIB, augmente le PIB réel par tête de 0,05 %.
- Kneller, Bleaney et Gemmell (1999) travaillent sur un Panel de vingt-deux pays de l'OCDE de 1970 à 1995. Les auteurs utilisent d'abord, la méthode des moindres carrées Pondérées (pour capter l'effet fixe), la méthode des moindres carrées généralisées (MCG) pour capter l'effet aléatoire ; ensuite la méthode à effet fixe (MEF) et la méthode à effet aléatoire pour tenir compte de la spécificité de chaque pays et du temps. Le modèle théorique suppose que l'impact de la politique budgétaire sur la croissance dépend de la structure et du niveau des impôts et des dépenses publiques. Le modèle s'écrit comme suit *git*

$= \alpha + \sum_{k=1}^m \beta_k Y_{it} + \sum_{j=1}^m (\gamma_j - \gamma_m) X_{it} + \mu_{it}$  avec  $X_{it}$ , les variables budgétaires ;  $Y_{it}$ , les variables non budgétaires. En fin de compte, leurs résultats montrent que les impôts distorsionnaires réduisent la croissance économique et inversement les dépenses publiques productives accroissent la croissance.

- Odedokun (2001) utilise un échantillon de cent trois pays composés de pays à faible revenu, de pays à haut revenu, ceux dépendants des exportations de minéraux et ceux dépendants des aides étrangères. L'étude se base sur un modèle néo-classique du type :  $gy_{it} = \alpha Z_{it} + \beta X_{it} + \mu_{it}$ . Avec  $gy$  le taux de croissance du PIB réel par tête ;  $X$ , les variables budgétaires (dépenses publiques et revenus) ;  $Z$ , les variables conditionnelles (autres variables pouvant expliquer le taux de croissance  $gy$ ) ;  $u$ , le terme aléatoire ;  $\beta$ , le vecteur de paramètres des variables budgétaires ;  $\alpha$ , le vecteur de paramètres des variables conditionnelles. Les estimations du modèle montrent que :
  - ✓ Les dépenses de consommation en biens et services nuisent à la croissance alors que les salaires sont favorables à la croissance ;
  - ✓ Les dépenses de services généraux et celles de la défense impactent négativement l'activité alors que les dépenses d'éducation, de transports et de communication soutiennent la croissance ;
  - ✓ Les impôts sur le revenu et sur le bénéfice impactent négativement la croissance.
  - ✓ Par ailleurs, l'impact des variables des dépenses publiques varie aussi suivant le groupe de pays :
    - ✓ Les taxes sur les biens et services sont défavorables à l'activité dans l'ensemble des groupes à l'exception des pays exportateurs de minerais et minéraux ;
    - ✓ Les taxes sur le commerce international sont favorables exclusivement aux pays dépendants des aides étrangères et aux pays à faible revenu.

## CONCLUSION

Arriver au terme de ce chapitre où nous avons montré des résultats controversés au regard de la littérature, relatifs aux effets de la diversification de l'économie sur sa performance. Il ressort de l'étude plusieurs travaux théoriques et empiriques que la diversification exerce des effets plus ou moins positifs mais aussi négatifs sur la croissance et les dépenses publiques.

## CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Parvenus au terme de cette partie où il était question pour nous de présenter le cadre théorique de la relation entre la diversification de l'économie et la performance économique, nous pouvons dire qu'au-delà des arguments portés par David Ricardo et Adam Smith, la littérature semble désormais s'accorder sur la capacité du facteur diversification à exercer une action sur le niveau de la performance. Théoriquement et empiriquement, différentes études documentent l'action au niveau macroéconomique et microéconomique de la diversification comme processus et acteur contribuant à la performance qui est perceptible à travers la croissance et les dépenses publiques. Le véritable débat porte sur l'intensité de cette relation. Dans la sphère de l'Afrique centrale plus précisément en zone CEMAC, celle-ci semble moindre que dans d'autres régions en développement. Au nombre des explications susceptibles d'éclairer ce résultat, figure cette dépendance aux ressources naturelles, le secteur hors pétrole peu compétitif, l'endettement de l'Etat, le chômage, l'accroissement des inégalités sociales, l'inflation. Face au peu de travaux consacrés à ces sujets, une meilleure intelligence des facteurs influençant l'impact de la diversification apparaît nécessaire. Un effort devrait notamment être envisagé afin de mieux appréhender les effets de la diversification sur la croissance économique et les dépenses publiques.

## **DEUXIEME PARTIE**

# **VERIFICATION EMPIRIQUE DE L'EFFET DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LA PERFORMANCE ECONOMIQUE EN ZONE CEMAC**

## INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

Dans la première partie, nous avons analysé le lien théorique entre la diversification de l'économie et la performance économique. Cette analyse nous montre qu'il existe une relation bidirectionnelle entre la diversification et la performance économique que nous voulons vérifier dans cette deuxième partie.

Les pays de la CEMAC, au lendemain de leurs indépendances se sont engagés dans un processus de diversification économique par la base productive hors ressources naturelles, et cela s'est illustré par la mise sur pieds des programmes pour la croissance et le développement. Aujourd'hui les économies des pays africains de la zone CEMAC se caractérisent par le fait que l'industrie pétrolière représente à elle seule la grande partie de leurs exportations. A ce niveau donc, une véritable prouesse économique est exigée par une série de réformes entreprises sur les plans institutionnel, économique et financier pour rendre cette économie fonctionnelle par un modèle de croissances multisectorielles. Cette partie a pour objectif de déterminer les variables susceptibles d'expliquer la diversification de l'économie. Structurée en deux chapitres : le premier chapitre a pour but de présenter la structure sectorielle des économies des pays de la CEMAC en établissant la corrélation entre les variables de la diversification et celles de la performance économique à partir d'une analyse descriptive. Il sera également question pour nous de présenter le modèle et les variables retenus ainsi que la méthode d'estimation utilisée. Le deuxième chapitre présente les tests et les résultats d'une étude empirique de la relation entre la performance et la diversification de l'économie en apportant également nos recommandations.



## CHAPITRE 3

### EVOLUTIONS ET CHOIX METHODOLOGIQUES

#### INTRODUCTION

La diversification de l'économie est devenue incontournable ; en effet dans le monde elle a pris une place prépondérante pour l'amélioration du tissu économique dans un sens jugé le mieux favorable. De nombreux auteurs traitent de ce sujet et tentent d'expliquer pourquoi et comment la diversification est devenue si importante et notamment dans son impact sur la performance économique.

Il est question dans ce chapitre de présenter d'une part l'approche statistique permettant à travers les données à disposition, de modéliser l'effet de la diversification économique sur les performances économiques des 6 pays de la zone CEMAC à savoir : le Cameroun, le Tchad, le Congo, la Guinée Equatoriale, le Gabon et la République Centrafricaine (RCA) et d'autre part de faire une analyse des différentes variables choisies pour cette étude.

## SECTION I : APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'EFFET DE LA DIVERSIFICATION SUR LES PERFORMANCES ECONOMIQUES EN ZONE CEMAC

Cette partie vise à présenter les données de l'étude et à mettre en exergue les modèles économétriques utilisés pour l'analyse des déterminants de la performance économique dans la zone CEMAC. Le choix du modèle de panel se justifie par le fait que les techniques d'estimation des données de panel présentent plusieurs avantages. En effet, outre leur capacité à prendre en compte l'hétérogénéité des unités ou individus (pays de la zone CEMAC), ils fournissent plus de variabilité et de précision et tiennent compte de l'influence des caractéristiques non observables, entraînant moins de risque de multi-colinéarité parmi les variables, plus de degrés de libertés et plus de performance.

### 1.1. Source des données

Les données utilisées dans les analyses sont issues de trois sources différentes. On distingue :

- La WDI (2019) de la Banque Mondiale pour le taux de croissance du PIB, les investissements, les investissements directs étrangers et le taux de croissance de la population ainsi que l'ouverture commerciale qui a été calculé en faisant le ratio de la somme de la valeur des importations et de celle des exportations au PIB en valeur de chaque pays ;
- La UNCTADstat (United Nations Conference on Trade And Development statistics) des nations unies pour l'indice de concentration des exportations (ICE) de Herfindahl-Hirschmann normalisé, l'indice agrégatif de spécialisation dans les exportations (IDE) ;
- Les TOFE de la BEAC pour les dépenses publiques des 6 pays de l'étude entre 2008 et 2018.

Par ailleurs, seul l'indice de Herfindahl-Hirschmann normalisé sera utilisé pour capter la concentration des exportations des différents pays ; car les autres indices peuvent être utilisés indifféremment pour faire ce captage, KAMGNA, BEAC (2007). L'étude est réalisée sur des données couvrant la période 2008-2018 c'est-à-dire 11 ans. En effet, ceci est dû à l'indisponibilité des données clé pour certains pays au-delà de cette période. Les données ayant

été collectées pour tous les pays sur la période d'étude, nous disposons d'un panel cylindré avec un total de 54 observations.

## 1.2. Présentation des variables

Les variables d'étude retenus dans ce travail ont été choisis d'une part à la lumière de la revue empirique des auteurs ayant travaillé sur le sujet, et d'autre part par la disponibilité ou non de certaines variables.

Dans le but d'étudier l'effet de la diversification de l'économie sur les performances macroéconomiques des pays de la zone CEMAC, la performance a été mesurée suivant deux axes : la croissance économique et la dépense publique. Par conséquent, on distingue deux variables dépendantes, deux variables exogènes et plusieurs variables de contrôle :

### 1.2.1. Les variables dépendantes

- Le taux de croissance du PIB (lnPIBPT) qui est la première variable dépendante du modèle traditionnellement utilisé pour capter la performance économique d'un pays donné. Il mesure en pourcentage l'accroissement de la richesse créée dans chaque pays relativement à la richesse de l'année précédente.
- La dépense publique (lnGOUV) qui mesure l'ensemble des dépenses réalisés sur le territoire économique des pays d'étude au cours d'une année donnée. Il s'agit de la seconde variable utilisée pour mesurer la performance économique des pays de la CEMAC.

### 1.2.2. Les variables exogènes

Les variables exogènes de l'étude traduisent la diversification ou la concentration des exportations des pays de la CEMAC. Il s'agit précisément de la diversification macroéconomique de l'industrialisation par substitution des exportations (**Leontief**, 1986).

- L'indice de concentration des exportations (ICEXP) de Herfindahl-Hirschmann normalisé dont la valeur est comprise entre 0 et 1, les valeurs proches de 1 traduisant une forte concentration des exportations autour de quelques produits, par contre, des valeurs proches de 0 traduisent une répartition homogène des ressources entre divers secteurs de production ;

- L'indice de diversification des exportations (IDEXP) normalisé également, et dont les valeurs élevées traduisent une forte concentration des exportations vers un petit nombre de produits.

### 1.2.3. Les variables de contrôle

Les variables de contrôle sont des variables qui influencent notre variable d'intérêt, mais qui ne sont pas intéressantes du point de vue des objectifs de l'étude.

- Les variables de contrôle de la croissance du PIB : on distingue la croissance de la population (**TCPOP**), les investissements publics (**lnINV** en pourcentage du PIB), les investissements directs étrangers (**lnIDE**) et l'ouverture commerciale (**OUV**).
- Les variables de contrôle de la dépense publique : la croissance de la population (**TCPOP**), le PIB (**GDP**) et l'investissement public (**lnINV**).

Le PIB, les investissements publics, les investissements directs étrangers et les dépenses publiques ont été prises en logarithme en vue de réduire la volatilité de ces grandeurs.

## SECTION II : CHOIX METHODOLOGIQUE

### 2.1. Choix du modèle économétrique

Les données que nous avons sélectionnées renferment les caractéristiques mentionnées ci-dessus, ce qui nous conduit à opter pour une analyse des données de panel, Baltagi (2008). Il est important de souligner que les modèles des données de panel sont devenus incontournables en macroéconomie pour étudier ou appréhender un phénomène donné qui s'étend simultanément dans l'espace et dans le temps.

Afin d'identifier les effets de la diversification économique sur la performance économique des pays de la zone CEMAC, aussi bien dans l'optique de croissance économique que de la dépense publique, nous avons estimé un modèle économétrique pour chaque dimension : le choix du modèle le plus adapté à l'évidence des observations s'effectue de la manière suivante :

- **Première étape :**

Nous avons utilisé des tests de spécification de Fisher pour déterminer la nature du modèle le mieux adapté au jeu de données sélectionnées pour la modélisation économétrique.

▪ **Deuxième étape :**

Elle consiste en l'estimation du modèle obtenu à l'étape précédente et à l'interprétation du signe et de la significativité des coefficients obtenus.

**2.1.1. Cadre conceptuel du modèle**

Après l'analyse de la revue de littérature pour identifier les variables à inclure dans notre modèle, nous avons retenu un échantillon de variables susceptibles d'influencer pour chaque modèle retenu la variable dépendante. Nous avons :

▪ **Pour le modèle de la croissance :**

$\ln\text{PIBPT} = f(\text{ICEXP}, \text{IDEXP}, \text{OUV}, \text{INV\_PPIB}, \text{FDI\_PPIB}, \ln\text{GOUV})$ . Dans le cas d'une fonction linéaire, on obtient l'écriture suivante :

$$TCPIB_{it} = \alpha_i + \beta_0 + \beta_1 \text{ICEXP}_{it} + \beta_2 \text{IDEXP}_{it} + \beta_3 \ln \text{INV}_{it} + \beta_4 \ln \text{FDI}_{it} + \beta_5 \text{OUV}_{it} + \beta_6 \ln \text{GOUV}_{it} + \epsilon_{it}.$$

Où

- ✓  $i$  désigne chacun des 6 pays de la CEMAC ;
- ✓  $t$  parcourt la période d'étude de 2008 à 2018 ;
- ✓  $\alpha_i$  désigne l'effet individuel du pays  $i$ ;
- ✓  $\beta_i, i = 0 \dots 6$  désignent des paramètres réels ;
- ✓  $\epsilon_t$  est un bruit blanc.

▪ **Pour le modèle de la dépense publique :**

$\ln\text{GOUV} = f(\text{ICEXP}, \text{IDEXP}, \ln\text{PIBPT}, \text{INV\_PPIB})$ . Dans le cas d'une fonction linéaire, on obtient l'écriture suivante :

$$\ln \text{GOUV}_{it} = \alpha_i + \beta_0 + \beta_1 \text{ICEXP}_{it} + \beta_2 \text{IDEXP}_{it} + \beta_3 \text{TCPIB}_{it} + \beta_4 \ln \text{INV}_{it} + \epsilon_{it}.$$

**2.1.2. Test de spécification**

Pour choisir le type de modèle économétrique approprié, nous faisons recours au test de spécification. Par conséquent, il consiste ici à déterminer lequel des 3 modèles (moindres carrés ordinaires, modèle à effets fixes et modèle à effets aléatoires) est le mieux adapté par rapport à nos données. Nous allons passer aux données de panel qu'après avoir résolu le problème du choix du modèle qui répond à nos attentes économétriques. Ces tests vont nous permettre de conclure avec exactitude si le modèle théorique étudié est parfaitement identique

pour tous les pays, ou au contraire s'il existe des spécificités propres à chaque pays de la CEMAC.

Pour le faire, il existe plusieurs tests disponibles pour discriminer le modèle des moindres carrés ordinaires, le modèle à effet fixes et le modèle à effets aléatoires. Parmi ces tests, on compte le test de Fisher, le test d'Hausman et le test de Breusch-Pagan. Le test qui sera retenu ici est le test de Fisher.

Le but du test de Fisher, Baltagui (2008) va consister à discriminer le choix entre un modèle empilé et un modèle à effets spécifiques. Ce test nous permet donc de décider si nous devons estimer notre modèle sur données de panel ou de l'estimer sur un modèle pays par pays.

En d'autres termes, ce test consiste à faire un arbitrage entre l'effet spécifique (existence des caractéristiques spécifiques pour chaque pays) et l'effet d'ensemble (absence des caractéristiques spécifiques pour chaque pays). Cet arbitrage va se faire à l'aide du test d'homogénéité des constantes.

### 2.1.3- Test d'homogénéité

Le principe du test est le suivant :

$$H_0 : y_{it} = \alpha + \beta' x_{it} + \epsilon_{it}$$

$$H_1 : y_{it} = \alpha_i + \beta_i' x_{it} + \epsilon_{it}$$

Par conséquent, l'hypothèse nulle postule l'homogénéité parfaite des coefficients tandis que l'hypothèse alternative postule l'hétérogénéité. Sous l'hypothèse nulle, la statistique de Fisher F donnée par

$$F = \frac{(SSR_{LSDV} - SSR_{pooled}) / (N-1)}{SSR_{LSDV} / (NT-N-K)}$$

suit une loi de Fisher  $F_{N-1; NT-N-K}$  à N-1 et NT-N-K degrés de libertés ; où  $SSR_{LSDV}$  est la somme des carrés des résidus du modèle obtenu à travers les moindres carrés sur variables dummy et  $SSR_{pooled}$  la somme des carrés des résidus du modèle empilé.

On doit choisir le modèle le plus approprié en fonction du résultat du test de F. Si p-value d'acceptation de l'hypothèse nulle d'égalité des constants est supérieur à 5%, dans ce cas, nous avons un effet commun alors, l'estimation se fait par les MCO. Si p-value d'acceptation de l'hypothèse nulle d'égalité des constantes est inférieure à 5%,

dans ce cas, nous avons un effet spécifique et nous passons au modèle à effets individuels (modèle à effets aléatoires et le modèle à effets fixes).

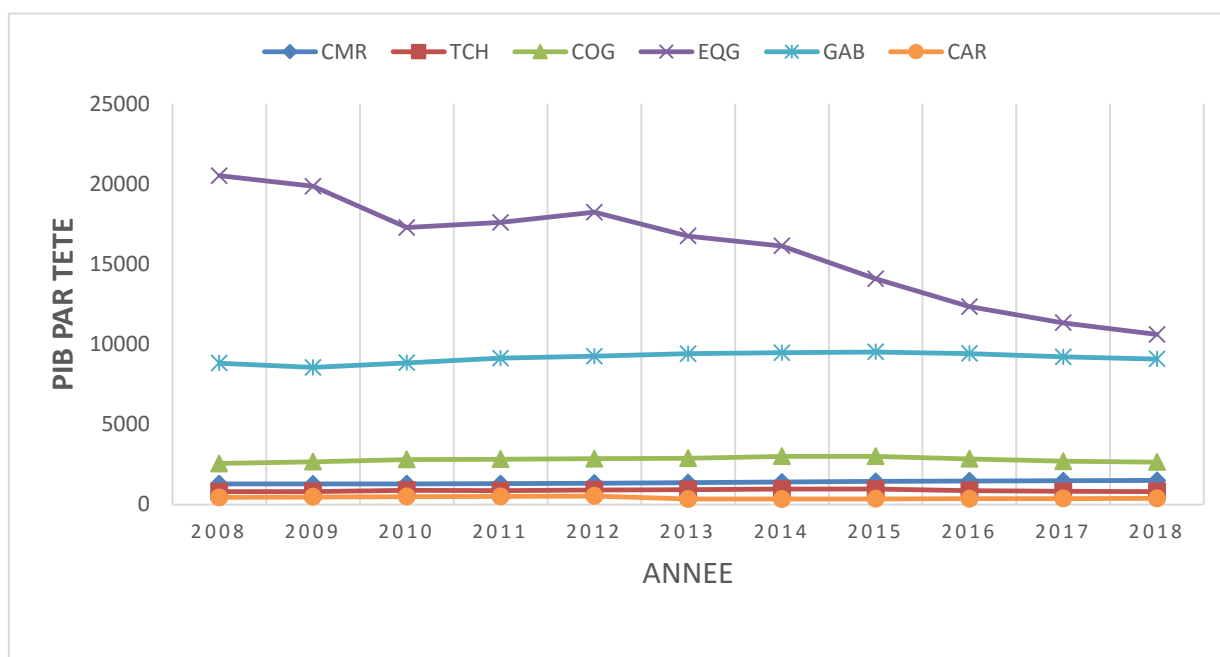
## **2.2. Analyse des différentes variables et corrélations entre les variables de d'étude**

### **2.2.1. Analyse des variables**

#### **2.2.1.1. Taux de croissance du PIB par habitant**

Le graphique ci-dessous du PIB par tête nous renseigne sur les performances en terme de richesse créée par les pays de la CEMAC entre 2008 et 2018. Ce graphique met en exergue la Guinée Equatoriale dont l'économie est essentiellement basée sur l'exploitation du pétrole, et qui connaît le PIB par tête le plus élevé sur la période d'étude. Cette croissance bien que supérieure à celle de tous les autres pays de la zone a tout de même une tendance baissière, et on note notamment deux événements majeurs : le creux de 2010 qui peut s'expliquer par la crise des subprimes débutée aux Etats-Unis et qui s'était généralisée au reste de l'économie mondiale, ainsi que l'épisode des années 2016 qui a vu la chute du cours des matières premières, fragilisant ainsi la principale ressource de l'économie (le pétrole). Par la suite, l'économie gabonaise se manifeste avec un PIB par tête relativement stable sur la période d'étude, autour d'une valeur annuelle moyenne d'environ 9152 \$ US/hbt. Le Cameroun quant à lui intervient en quatrième position. Malgré une relative constance de son PIB par habitant autour d'une moyenne de 1374.503 \$ US /hbt, celui-ci reste faible devant celles de la Guinée Equatoriale, du Gabon et du Congo, et peut s'expliquer non seulement par les performances économiques, mais également par la taille de la population camerounaise qui est de loin supérieure à celle de ces pays. On remarque que la RCA est le pays qui fournit le moins d'efforts en matière de PIB/tête dans la zone, avec une moyenne annuelle de 416.1602 \$ US/hbt.

**Graphique1 : Evolution du PIB par tête en zone CEMAC dans la période 2008-2018.**



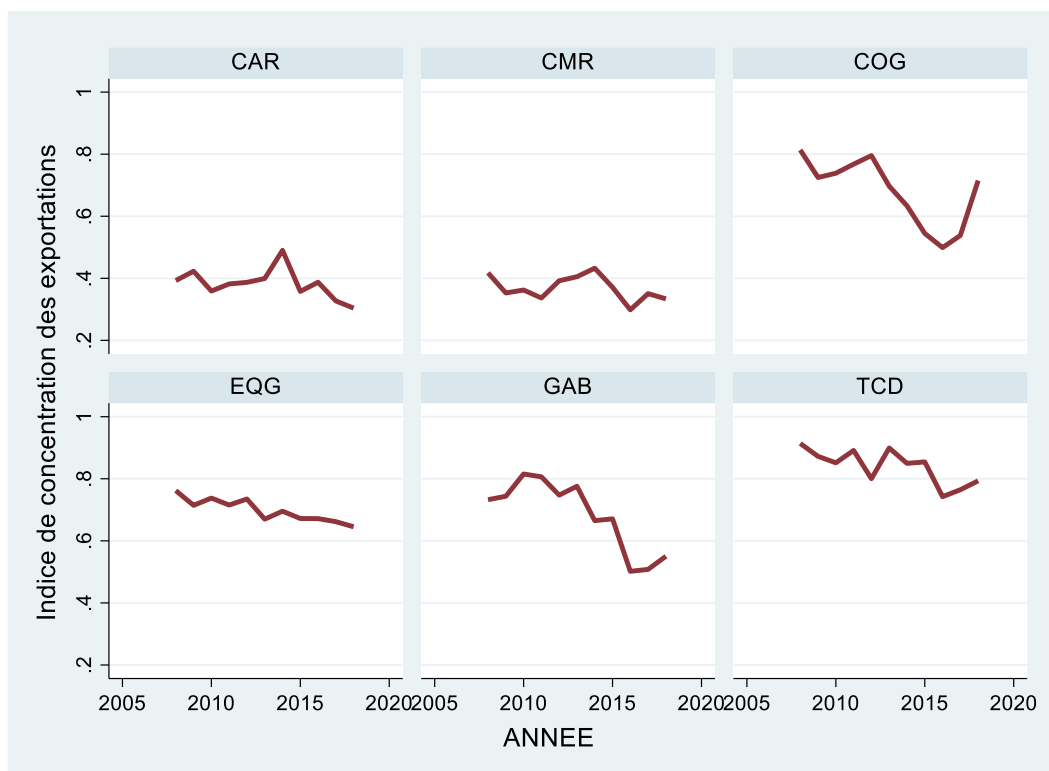
*Source : Auteur à partir des données de la WDI 2019.*

### 2.2.1.2. L'indice de concentration des exportations

Au cours de la période de 2008 à 2018, le Tchad est le pays de la CEMAC présentant la plus faible répartition de ses ressources entre divers produits d'exportation, avec un indice de concentration de Herfindahl-Hirschmann dépassant 0.8, jusqu'en 2016 où il connaît une légère chute probablement due à la chute des cours des matières premières qui a poussé les économies dépendantes des matières premières à diversifier la structure des exportations, suivie d'une reprise jusqu'en 2018. Il est suivi de près par la Guinée Equatoriale dont l'indice est compris entre 0.6 et 0.8 sur la période. Le Gabon et le République du Congo dont la structure des exportations était fortement concentrée dans les années 2010 avec des indices de concentration dépassant 0.8 ont subi une déconcentration progressive de cette dernière jusqu'à atteindre 0.5 en 2016. Le Cameroun et la RCA semblent présenter les structures des exportations les moins concentrés de la zone, avec des indices de concentrations assez stables variant autour de 0.4, traduisant une répartition relativement homogène de leurs ressources entre divers secteurs de production.



**Graphique 2 : Evolution des indices de concentration des exportations des pays de la zone CEMAC entre 2008 et 2018.**

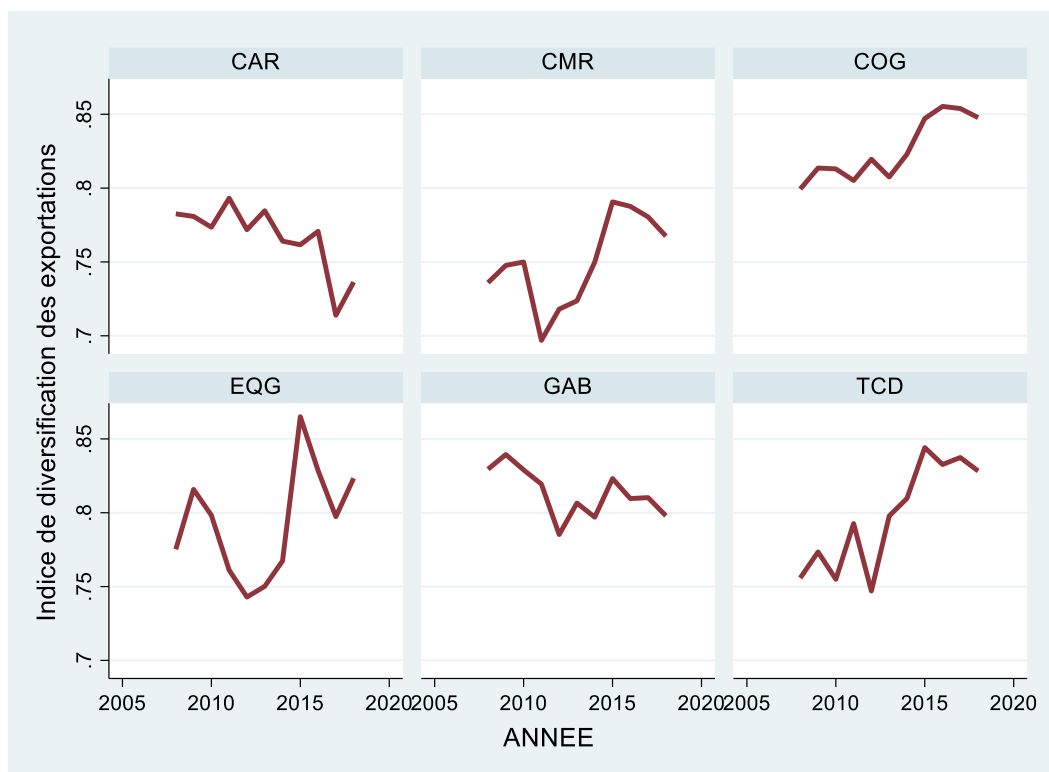


Source : Auteur à partir des données de la UNCTADsta 2021.

### 2.2.1.3. Indice de diversification des exportations

Ici, à l'exception de la RCA qui a une tendance baissière, et du Gabon qui a une évolution en dents de scie mais relativement constante, le reste des pays de la zone présentent une tendance haussière, traduisant une concentration progressive de la structure de leurs exportations vers un petit nombre de produits. Le Congo et le Tchad se révèlent comme étant les pays ayant connu les plus fortes concentrations de la structure de leurs exportations sur un petit nombre de produits, avec des indices de diversification agrégé dépassant 0.85. Cette tendance observée en zone CEMAC s'explique par le fait que ces économies sont essentiellement basées sur l'exploitation et la commercialisation des produits pétroliers, ce qui ne favorise pas l'éclosion de nouveaux secteurs d'activités de production source de diversification pour l'économie des pays de la zone.

**Graphique 3 : Evolution des indices de diversification des exportations des pays de la zone CEMAC entre 2008 et 2018.**



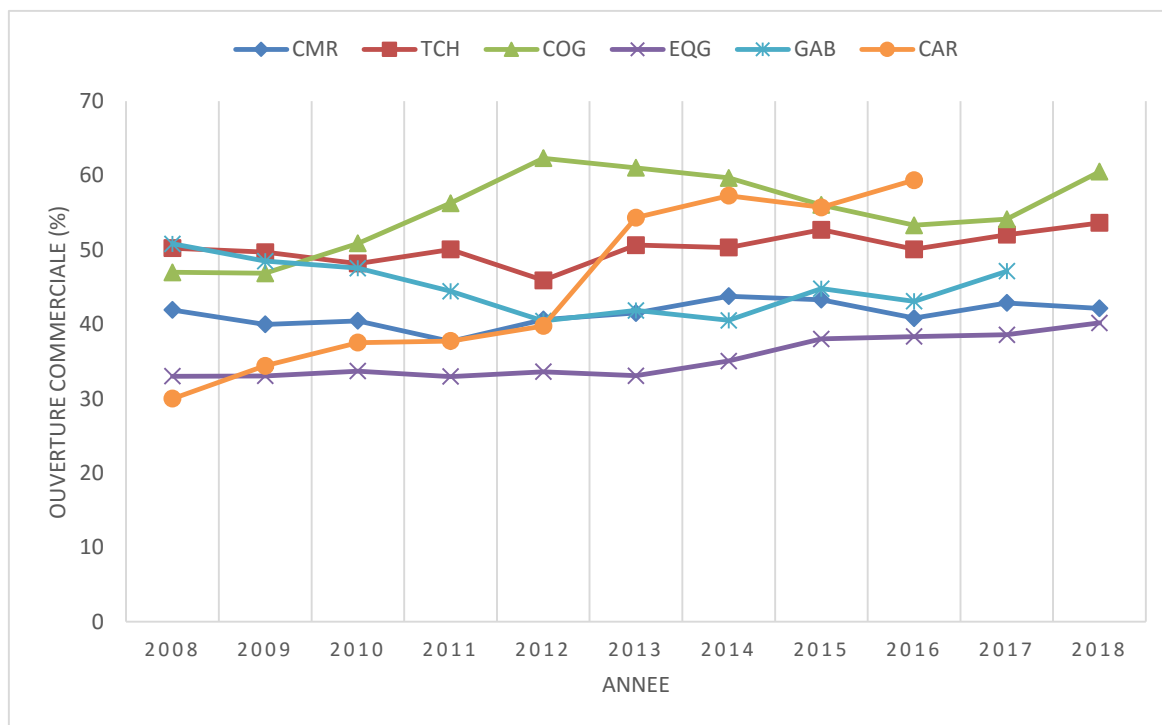
Source : Auteur à partir des données de la UNCTADsta 2021.

#### 2.2.1.4. L'ouverture commerciale

De façon générale, les économies de la zone semblent de plus en plus ouvertes aux échanges internationaux, puisque les degrés d'ouverture de chaque pays gardent une tendance haussière sur la période d'étude, à l'exception du Gabon qui semble de moins en moins ouverte aux échanges internationaux, se traduisant par une baisse tendancielle de son degré d'ouverture sur la période. Le Congo ayant par ailleurs connu un taux d'ouverture de plus de 60% en 2012 reste le pays le plus ouvert aux échanges sur la période, malgré un changement de tendance à la baisse entre les années 2012 et 2016 suivi d'une reprise jusqu'en 2018. La Guinée Equatoriale quant à elle est le pays de la CEMAC le moins ouvert aux échanges sur la période, mais sa tendance haussière lui a permis de rattraper le Gabon en 2018 dans son cheminement sur la voie de l'ouverture commerciale.

Notons cependant que l'ouverture commerciale favorise la création de la richesse nationale dans la mesure où elle donne de nouvelles opportunités à la production locale. Mais lorsque celle-ci est faible, l'ouverture commerciale peut avoir des effets pervers, allant jusqu'au ralentissement de l'activité économique nationale.

**Graphique 4 : Degré d'ouverture commerciale des pays de la zone CEMAC sur la période 2008-2009.**



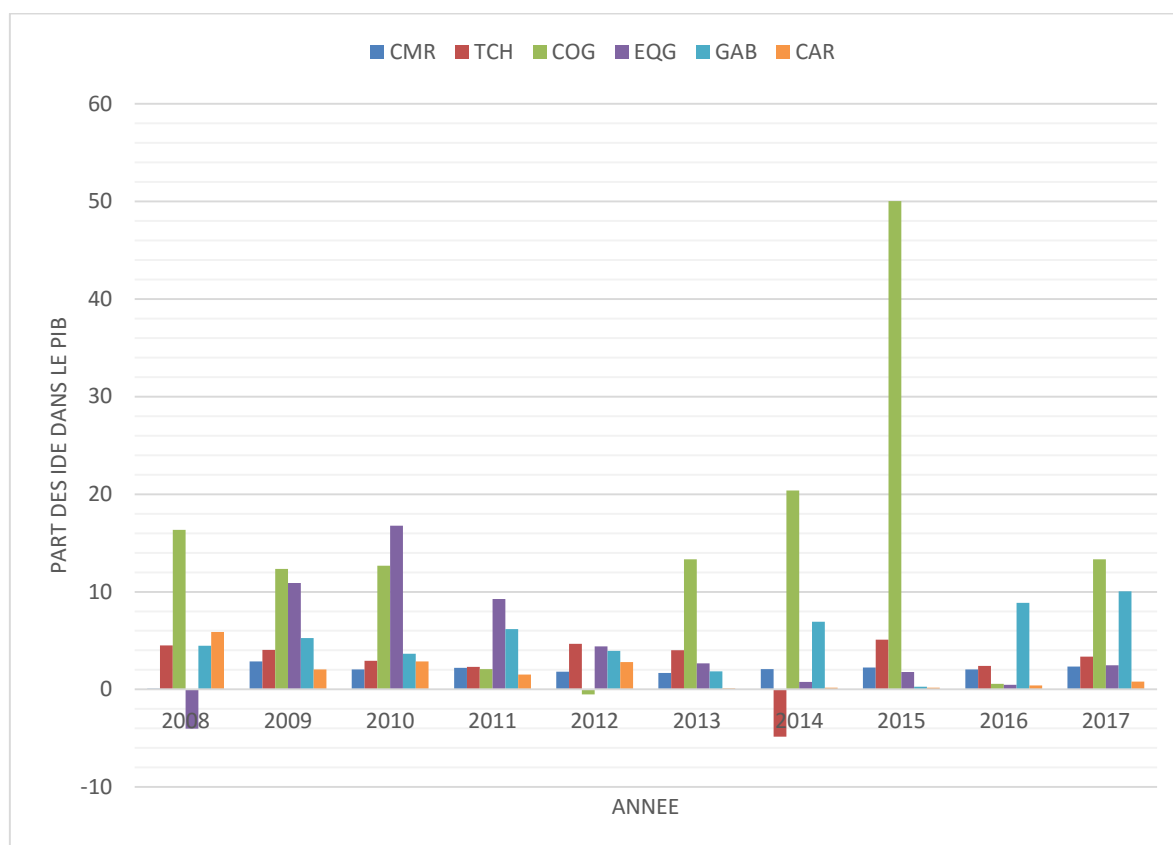
Source : Auteur à partir des données de la WDI 2019.

### 2.2.1.5. Les investissements directs étrangers

Si les Investissements Directs Étrangers ont connu de manière générale une hausse en Afrique depuis les années 2000, dans la zone CEMAC cette hausse a été mitigée.

Dans certains pays de la CEMAC, on a assisté à une accélération des IDE, et à une baisse dans d'autres. D'après le graphique ci-dessus, seul le Congo et le Gabon ont connu une accélération du ratio des IDE par rapport au PIB passant ainsi entre 2008 et 2015 de 16% à environ 50% pour le premier avant de subir une baisse drastique en 2016 suivie d'une reprise en 2017, et de 5% environ en 2008 à 10% environ en 2018. La RCA garde globalement sur la période d'étude une tendance baissière, allant de 5,9% en 2008 à 0,8% en 2018, et pourrait s'expliquer par la recrudescence des crises sécuritaires qui dégradent le climat des affaires du pays. La Guinée Equatoriale ayant connu une part négative de -4% en 2008 présente une reprise jusqu'en 2010 avec un ratio de 16,77% des IDE dans le PIB, suivie d'une baisse tendancielle et drastique jusqu'en 2018 pour un ratio de 2,4%.

**Graphique 5 : Part des IDE dans le PIB des pays de la zone CEMAC sur la période 2008-2018.**

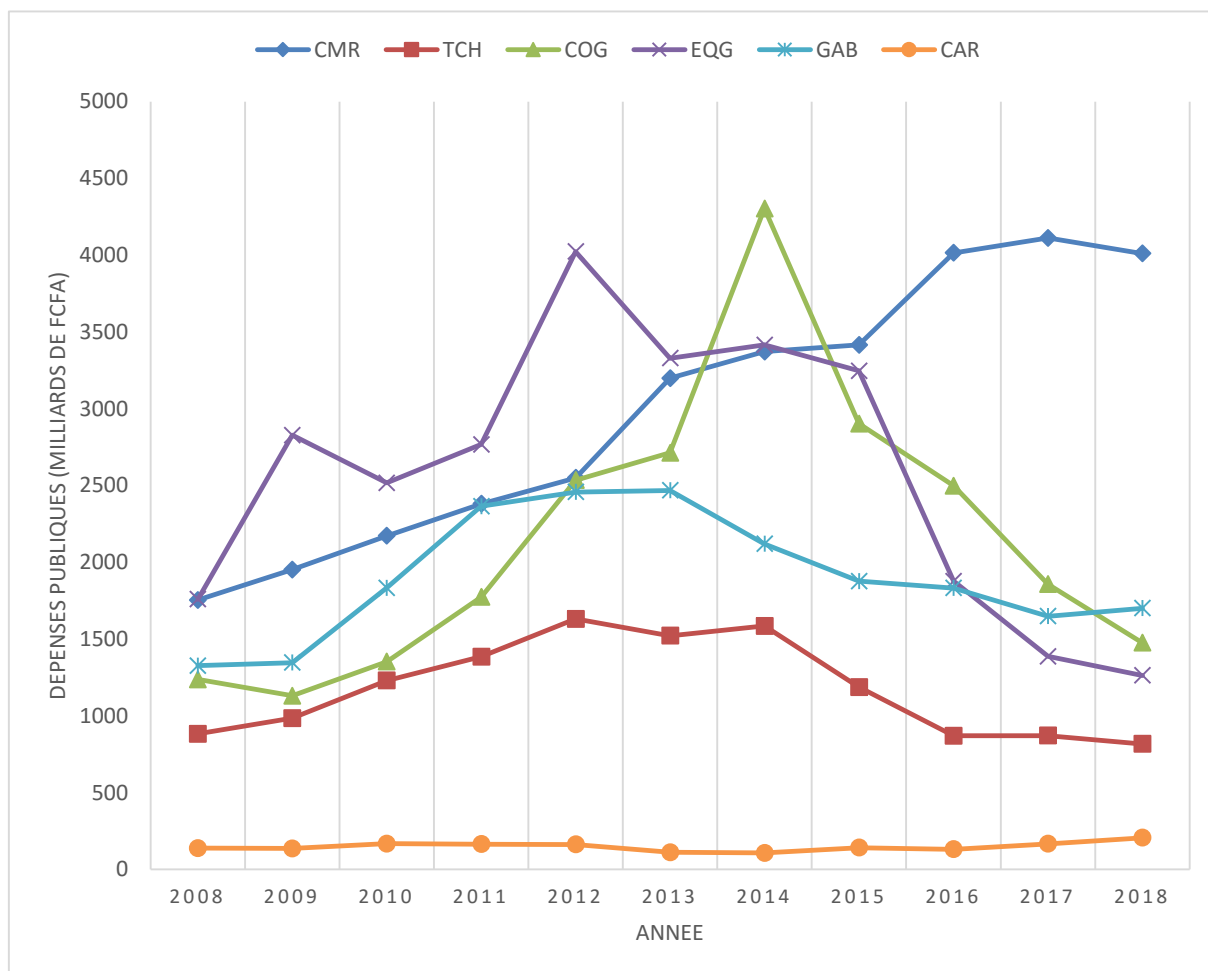


*Source : Auteur à partir des données de la WDI 2019.*

### 2.2.1.6. Les dépenses publiques

Pour ce qui est des dépenses publiques exprimées en milliards de FCFA, le Cameroun a gardé une tendance structurellement haussière, allant de 1754 milliards en 2008 à 4010 milliards en 2018, devenant par ailleurs à partir de 2015 le pays de la CEMAC ayant la dépense publique la plus élevée, au dépend de la Guinée Equatoriale dont la structure des dépenses publiques a connu un changement de tendance en 2012 pour devenir structurellement décroissante jusqu'en 2018. Par ailleurs, le Congo, le Gabon et le Tchad semblent présenter le même comportement que celui de la Guinée Equatoriale, avec des changements de tendance respectivement en 2014 pour le Congo et le Tchad et 2013 pour le Gabon. La raison la plus plausible concerne la chute du cours des matières premières qui a obligé ces Etats fortement dépendants de l'or noir, à revoir la structure de leurs dépenses publiques. La RCA quant à elle est de loin le pays présentant la plus faible valeur en matière de dépenses publiques.

**Graphique 6 : Evolution des dépenses publiques des pays de la zone CEMAC sur la période 2008-2018.**

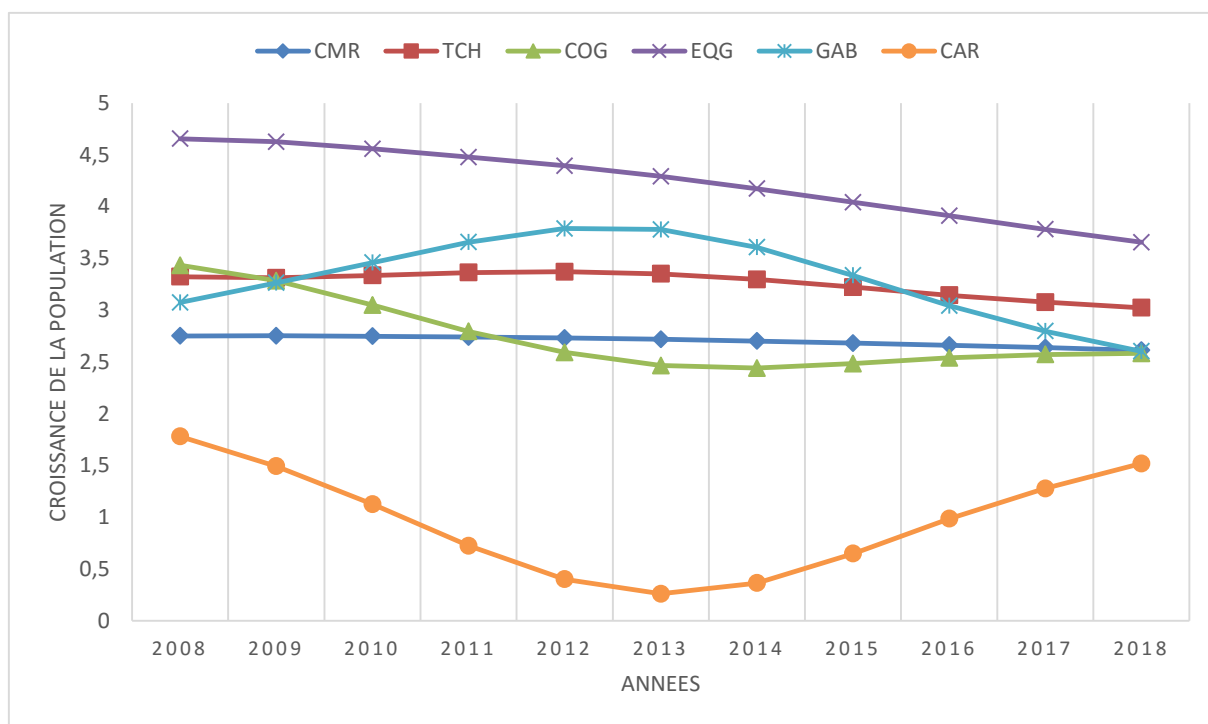


*Source : Auteur à partir des données de la BEAC 2021.*

### 2.2.1.7. La croissance de la population

Le Cameroun et le Tchad sont les pays de la zone ayant une croissance de la population relativement stable sur la période d'étude. La croissance de la population guinéenne présente une allure parfaitement linéaire dans le temps, mais avec une tendance baissière. En dehors de la RCA qui connaît un regain de croissance de sa population à partir des années 2016, la tendance qui se confirme dans la zone est que la population continue de croître, du fait des taux de croissance toujours positifs, mais de façon moins que proportionnelle dans le temps.

**Graphique 7 : Croissance de la population des pays de la zone CEMAC entre 2008 et 2018.**



Source : Auteur à partir des données de la WDI 2019.

### 2.3. Analyse des corrélations entre les variables

Le tableau suivant est la matrice des corrélations des variables d'étude. L'analyse de cette matrice donne des éventuelles corrélations linéaires entre les variables prises deux à deux, révèle une indépendance entre les variables explicatives du modèle, malgré une corrélation positive assez forte observée entre la croissance de la population et la part des investissements dans le PIB d'une part, et entre la croissance de la population et l'indice de concentration des exportations d'autre part. Les corrélations positives observées entre les dépenses publiques et les investissements publics de même que la croissance de la population traduisent les signes attendus des régressions de ces variables sur la dépense publique en ce sens que ces variables stimulent la dépense gouvernementale. Par ailleurs, on observe une corrélation négative assez forte entre le PIB par tête et l'ouverture commerciale. Par conséquent, l'ouverture commerciale semble n'avoir pas favorisé la PIB par tête des pays de la zone CEMAC sur la période d'étude, et pourrait s'expliquer par le faible poids des exportations devant les importations. Cependant, l'évidence des données permettra de mieux se prononcer à ce sujet.

**Tableau 1 : Corrélations entre les variables d'étude.**

Variables	INV_PPIB	FDI_PPIB	ICE	IDE	TCPOP	OUV	GOUV	PIBPT
INV_PPIB	1.000							
FDI_PPIB	0.407	1.000						
ICE	0.493	0.100	1.000					
IDE	0.176	0.326	0.405	1.000				
TCPOP	0.610	0.099	0.648	0.178	1.000			
OUV	0.062	0.211	0.180	0.305	-0.321	1.000		
GOUV	0.582	0.217	0.016	0.024	0.547	-0.190	1.000	
PIBPT	0.418	0.058	0.326	0.158	0.709	-0.531	0.412	1.000

*Source : Auteur à partir des données de la WDI 2019.*

**CONCLUSION :**

Parvenu au terme de ce chapitre, nous avons parcourue de bout en bout l'évolution de la diversification dans un premier temps dans le monde et en se référant au pays de la CEMAC. L'on a constaté que les flux ne cessent d'augmenter. En faisant l'analyse des différentes variables sur ces six pays, le constat général est que les Etats diversifiant leur économie connaissent moins de hausse économique comparativement à la baisse. Les dépenses publiques en zone CEMAC reste décevante ces dernières années en dehors du Cameroun qui connait une évolution positive ; situation le classant d'ailleurs en tête dans la zone. La méthode d'estimation appliquée ici sera celle du modèle de panel à effet fixe. Cela va nous permettre de mesurer l'effet de la diversification sur la performance. Il sera question d'appréhender ces effets sur la croissance économique et les dépenses publiques dans nos estimations au chapitre 4.



## CHAPITRE 4

### RESULTATS ET RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE

#### INTRODUCTION :

Ce chapitre a pour objectif de présenter les résultats d'estimation des modèles retenus pour estimer l'effet de la diversification sur les performances économiques des pays de la zone CEMAC. Il est question ici de clôturer l'ensemble des analyses en répondant clairement aux différentes questions de recherche de cette étude. Pour cela, deux modèles ayant été identifiés comme adéquats au vue des données seront construits aussi bien pour expliquer la croissance que pour expliquer les dépenses publiques. Ce chapitre s'organise alors autour de trois points essentiels : pour chaque modèle, un test de spécification de Fisher est réalisé en vue de choisir entre la spécification en données de panel, à travers la signification de l'effet individuel spécifique à chaque pays. Ensuite, deux modèles distincts sont estimés pour chaque dimension de l'étude et enfin validés suivant les tests de validation de la modélisation en données de panel. Cette organisation sera présentée en deux sections : la première présentera et analysera les résultats des estimations et la seconde donnera les limites et les recommandations de l'étude.

## SECTION I : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DES ESTIMATIONS

### 1.1. Présentation des estimations

#### 1.1.1. Test de spécification de Fisher

Pour ce qui concerne la modélisation de l'effet de la diversification sur la croissance économique, la statistique de Fisher à 5 et 43 degrés de liberté donne  $F(5,43) = 1237,37$  avec un p.valeur de  $0.000 < 5\%$ . Par conséquent, on rejette au seuil de 5% avec assez d'évidence l'hypothèse nulle d'absence d'effet individuel. Par conséquent, les données se prêtent mieux à **la modélisation avec effets individuels.**

**Tableau 2 : résultats du test de Fisher pour le modèle de la croissance.**

lnPIBPT	Coef.	St.Err.	t-value	p-value	[95% Conf	Interval]	Sig
IDE	0.714	0.328	2.18	0.035	0.053	1.375	**
ICE	-0.007	0.136	-0.05	0.958	-0.281	0.267	
lnINV	0.142	0.039	3.67	0.001	0.064	0.22	***
lnFDI	0.028	0.009	3.23	0.002	0.01	0.045	***
TCPOP	0.00013	0.039	-0.00	0.997	-0.079	0.079	
OUV	-0.009	0.002	-4.80	0.000	-0.013	-0.005	***
lnGOUV	0.08	0.044	1.81	0.077	-0.009	0.17	*
Constant	3.44	0.76	4.52	0.000	1.907	4.973	***

Mean dependent var	7.801	SD dependent var	1.287
R-squared	0.754	Number of obs	56.000
F-test	18.835	Prob > F	0.000
Akaike crit. (AIC)	-152.322	Bayesian crit. (BIC)	-136.119
*** $p < .01$ , ** $p < .05$ , * $p < .1$			
<i>F test that all <math>u_i = 0</math>:</i>		$F(5, 43) = 1237.37$	$Prob > F = 0.0000$

*Source : Auteur à partir des analyses sur les données collectées.*

De même, le test de Fisher pour la modélisation de l'impact de la diversification sur la dépense publique donne une statistique de Fisher à 5 et 34 degrés de libertés  $F(5,34) = 60.11$ ,

pour une p.valeur de  $0.000 < 5\%$ . Par conséquent, on rejette l'hypothèse nulle d'absence d'effets individuels dans les données. Le modèle à effets individuels est alors retenu.

**Tableau 3 : résultats du test de Fisher pour le modèle de la dépense publique.**

lnGOUV	Coef.	St.Err.	t-value	p-value	[95%Conf	Interval]	Sig
ICE	-.371	.461	-0.80	.425	-1.296	.554	
IDE	.024	1.163	0.02	.983	-2.308	2.356	
lnPIBPT	.948	.305	3.11	.003	.336	1.56	***
INV_PPIB	.023	.006	3.95	0	.011	.035	***
TCPOP	-.122	.117	-1.04	.305	-.357	.114	
Constant	-.229	2.329	-0.10	.922	-4.9	4.443	

Mean dependent var	7.176	SD dependent var	1.051
R-squared	0.508	Number of obs	64.000
F-test	10.961	Prob > F	0.000
Akaike crit. (AIC)	-7.708	Bayesian crit. (BIC)	5.245
*** $p < .01$ , ** $p < .05$ , * $p < .1$			
F test that all $u_i = 0$ :	F(5, 53) = 60.11		Prob > F = 0.0000

*Source : Auteur à partir des analyses sur les données collectées.*

Ainsi, le test de Fisher permet de conclure que pour la croissance économique aussi bien que pour la dépense publique, le modèle le plus approprié pour modéliser l'effet de la diversification de l'économie est le modèle à effets individuel. Or le modèle à effets individuel est de deux types à savoir : le modèle à effets fixes et le modèle à effets variables. D'où la nécessité d'un nouveau test de spécification pour chacun des modèles.

### 1.1.2. Test de Hausman

Le test de spécification de **Hausmann** (1978) peut être appliqué à des nombreux problèmes de spécification en économétrie. Son application la plus répandue est celle rencontrée en données de panel pour discriminer les effets fixes et aléatoires. Dans notre cas, l'hypothèse testée concerne la corrélation entre les effets fixes et les variables :

$$H_0 : E(\alpha_i/x_i) = 0$$

$$H1 : E(\alpha_i/x_i) \neq 0$$

Par conséquent, l'hypothèse nulle ( $H_0$ ) est la présence d'effets aléatoires et le rejet de cette hypothèse conduit à l'estimation d'un modèle à effets fixes, la statistique du test à l'hypothèse nulle suivant une loi du  $X^2$  à  $N-1$  degrés de libertés.

Pour l'effet de la diversification sur la croissance, le test de spécification de Hausman dont les résultats sont présentés au Tableau 5 en Annexe donne une statistique de  $\chi^2(5) = 47,65$  pour une p. Valeur de  $0.000 < 5\%$ , conduisant au rejet de l'hypothèse nulle du modèle à effets aléatoire au seuil de 5%. De même pour le modèle de la dépense publique dont les résultats sont présentés au tableau 6 en Annexe, on a une statistique du test de  $\chi^2(5) = 49,31$  correspondant à une p.valeur de  $0.000 < 5\%$ . Ceci conduit également au rejet de l'hypothèse nulle du modèle à effets aléatoire.

En définitive, les tests de spécification de Fisher pour le modèle à effet individuel, et de Hausman pour le modèle à effets individuel nous permettent de conclure au seuil de significativité de 5% que **le modèle de panel à effet fixe** est le plus approprié pour modéliser l'effet de la diversification économique sur la dépense publique des pays de la zone CEMAC.

## 1.2. Estimation des différents modèles et interprétations

L'effet de la diversification sur les performances économiques des pays de la zone CEMAC s'est fait par **le modèle de panel à effet fixe** que ce soit sur la croissance économique ou sur la dépense publique après l'avoir validé par les tests de spécification de Fisher et de Hausman. Les résultats des deux modèles sont consignés dans le tableau ci-dessous et les conclusions suivantes s'imposent :

### 1.2.1. Effet de la diversification sur la croissance économique

Le modèle est globalement significatif au seuil de 1%, et la variabilité totale de la croissance du PIB est expliquée à 58,9% par les variables explicatives du modèle.

En utilisant la technique d'estimation en données de panel à effets fixes et deux mesures différentes de diversification à savoir l'indice de concentration des exportations (**ICEXP**) et l'indice de diversification des exportations (**IDEXP**), nous constatons que la diversification des exportations a un effet positif et significatif sur la croissance économique en zone CEMAC.

En effet, pour ce qui est de la variable relative à l'indice de diversification des exportations, nous remarquons qu'il a un impact négatif et significatif au seuil de 1% sur la

croissance du PIB dans les pays de la zone. Par ailleurs, une augmentation de l'indice de diversification de 0,1 points traduisant une situation de répartition de moins en moins homogène des ressources entre la production de divers produits d'exportation entraîne toute chose égale par ailleurs, une diminution de la croissance du PIB par tête de 7,3 points. Ce résultat corrobore ceux de Prebish (1950) et Singer (1950), lorsque les auteurs ont souligné qu'une concentration des exportations sur des produits primaires avait des effets pervers non seulement sur la croissance économique, mais aussi sur sa stabilité. Ces résultats montrent l'idée selon laquelle la diversification des exportations est une alternative pour une croissance stable et durable pour les pays de la zone CEMAC. En effet, la problématique de la diversification des exportations des pays de la zone CEMAC va au-delà d'un passage d'une structure d'exportations à prédominance des matières premières à une prédominance industrielle permettrait de limiter l'effet de la volatilité des cours des matières premières. Ainsi, la contribution de la diversification des exportations à la croissance doit être stable et durable.

Dans le même ordre d'idées, Di Giovanni, Julian et Levchenko (2009) ont montré que la diversification doit être un moyen de stabilisation des revenus d'exportation sur le long terme face à des demandes à élasticité fortes à des prix de marché très volatiles. A ce titre la stabilisation des revenus d'exportations induite par la diversification permettrait de planifier les investissements, de garantir une capacité d'importations, et d'inciter à la création de nouvelles activités exportables et par ricochets contribuer à une croissance de long terme.

Pour ce qui est de la concentration des exportations autour d'un petit nombre de produits, on peut noter un effet certes négatif mais non significatif au seuil de 5% sur la croissance des pays de la CEMAC.

Quant aux variables de contrôle, les signes obtenus corroborent ceux attendus conformément à la théorie économique. Par ailleurs, on peut noter un effet positif et significatif des investissements directs étrangers sur la croissance du PIB, dont une augmentation de 1 point entraîne une augmentation de la croissance de 1,66 points toute chose égale par ailleurs. De plus, la croissance de la population a un effet positif et significatif au seuil de 5% sur la croissance du PIB, et pourrait s'expliquer par le fait que la population de la zone CEMAC est essentiellement jeune. Les investissements publics quant à eux semblent n'avoir pas influencé au seuil de 5% la croissance économique, ceci pourrait s'expliquer par le fait que ces investissements sont orientés vers des secteurs de l'économie à faible valeur ajoutée.

Le degré d'ouverture de l'économie, les dépenses publiques des Etats n'ont aucune influence sur la croissance économique observée dans les pays de la zone CEMAC. Ces résultats sont contraires à la thèse selon laquelle le degré d'ouverture accroît le bien-être de la population. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que les économies de ces pays sont peu diversifiées et que leurs exportations reposent essentiellement sur l'exportation des matières premières sans valeur ajoutée et que les recettes tirées de ces exportations sont insuffisantes pour couvrir le déficit généré par les importations dans la balance commerciale.

### **1.2.2. Effet de la diversification sur les dépenses publiques**

Pour ce qui est de l'effet de la diversification sur la dépense publique, le modèle sur données de panel à effets fixes est globalement significatif au seuil de 1%, et la variabilité totale des dépenses publiques est expliquée à 57,8% par les variables retenues.

Il ressort des analyses que la diversification de l'économie n'affecte pas significativement les dépenses publiques des pays de la zone CEMAC. En effet, la p. Valeur associée aux indices de diversifications retenues sont tous supérieurs à 5% (respectivement 0,694 pour l'indice de diversification et 0,294 pour l'indice de concentration), malgré le signe négatif attendu en ce qui concerne l'indice de diversification des exportations. Par conséquent, une forte concentration des exportations dans les pays de la zone CEMAC entraîne une diminution de la dépense publique, mais de façon non significative.

En ce qui concerne les variables de contrôle, on note par ailleurs l'effet positif et significatif au seuil de 5% des investissements publics sur la dépense publique, en ce sens qu'une augmentation dans les investissements publics de 10 point entraîne une augmentation de la dépense publique de 6,84 points toute chose égale par ailleurs. La croissance du PIB quant à elle semble ne pas influencer au seuil de 5% la dépense publique des pays de la zone CEMAC. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que l'essentiel des dépenses publiques des pays de la zone sont constituées en dépenses de fonctionnement, qui sont relativement incompressibles en dépit des bonnes ou mauvaises performances économiques.

**Tableau 4 : Résultats d'estimation de l'effet de la diversification de l'économie sur la performance économique en zone CEMAC par le modèle à effets individuels fixes.**

Variables	LnPIBPT		LnGOUV	
	Coef.	P>t	Coef.	P>t
TCPIB			-0,003	0,534
LnGOUV	3,751	0,295		
IDEXP	-73,136	0,003	-0,174	0,694
ICEXP	-1,639	0,892	1,186	0,294
lnINV	-1,239	0,547	0,684	0,000
lnFDI	1,664	0,071		
TCPOP	7,355	0,054	-0,106	0,387
OUV	0,262	0,125		
Constant	-7,435	0,747	-8,197	0,001
Mean dependent var		7,212	Mean dependent var	7,212
R-squared		0,589	R-squared	0,578
F-test		14,930	F-test	14,221
Number of obs		63,000	Number of obs	63,000
Prob > F		0,000	Prob > F	0,000

*Source : Auteur à partir des analyses sur les données collectées.*

## SECTION II : LIMITES ET RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE

### 2.1. Les principales limites de l'étude

La première limite de l'étude repose sur l'indisponibilité de certaines variables de diversification économique importantes ayant pu influencer les performances économiques des pays de la zone CEMAC, à l'instar du nombre de lignes de produits d'exportation par exemple.

Par ailleurs, il est important de noter que les résultats obtenus sont tributaires de la qualité des données utilisées, or les données utilisées lors de l'estimation proviennent principalement de trois sources différentes, ce qui pourrait influencer les résultats des estimations d'autant que les méthodologies utilisées pour agréger les données micro peuvent être différentes ou les sources de collecte des données primaires utilisées pour calculer ces agrégats sont différentes.

De plus, nous n'avons pas examiné l'hypothèse inverse de causalité, c'est-à-dire que certaines variables exogènes des modèles étudiés peuvent aussi bien être déterminées par la croissance Economique ou la dépense publique, ni avoir évoqué les facteurs qui peuvent entraver les performances économiques de la zone CEMAC.

Comme autre limite, nous pouvons noter la limitation de la période d'étude, peut-être une période plus large pourrait donner d'autres résultats, c'est-à-dire un peu différents de ceux exposés dans ce document.

## 2.2. Recommandations de l'étude

Sur la base des résultats obtenus, les recommandations suivantes peuvent être formulées à l'endroit des pays africains de la zone CEMAC :

**Premièrement**, dans la mesure où la diversification économique s'est avérée négativement et significativement corrélée à la croissance économique, les pays de la zone ont intérêt à mener des politiques nationales ou régionales dans le but de passer le cap de la dépendance vis-à-vis des matières premières, en majorité le pétrole pour aller vers la diversification de leurs systèmes de production et d'exportation. Ceci passe par la création des industries de transformation locales des produits de base, afin de proposer au marché international des produits au moins semi-ouvrés, générateurs d'une valeur ajoutée plus importante et offrant de multiples opportunités de commerce pour la production nationale.

**Deuxièmement**, pour y parvenir, les pays de la zone doivent soutenir efficacement les initiatives communautaires telles que la création et la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale dont le lancement a eu lieu le premier janvier 2021, visant la densification des échanges locales et sous régionales, ce qui pourrait inciter les Etats à diversifier la structure de leur production et de leurs exportations pour répondre dans un premier temps à la forte demande régionale et internationale, et augmenter par ailleurs la performance de leurs économies.

**Troisièmement**, les politiques de dépenses publiques des Etats doivent être beaucoup plus orientées vers l'investissement au détriment du fonctionnement. Pour y arriver, le train de vie de certains agents de l'Etat doit être réduit, il faut combattre des fléaux tels que la corruption, les détournements des deniers publics...

**Quatrièmement**, ce travail peut également se focaliser sur la décomposition de la performance économique en performance macroéconomique et performance environnementale. Ainsi une prochaine étude doit être faite afin d'explorer ces aspects.



## CONCLUSION

En définitive, arriver au terme de ce chapitre, nous avons dans un premier temps présenter et analyser les résultats de notre étude. Au cours de cette présentation nous avons montré l'évolution de notre indice composite entre 2008 et 2018, les statistiques descriptives, la matrice de corrélation et les résultats des estimations ont aussi été présentés. Ces résultats nous montrent que la diversification de l'économie favorise la performance économique. Cette performance est démontrée aux travers de la croissance et des dépenses publiques que la diversification affecte positivement. Quant à la deuxième section, nous avons donné nos recommandations afin d'apporter aux Gouvernements des pays de la CEMAC des propositions pour améliorer leurs économies.

## CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

En conclusion de cette deuxième partie, nous avons présenté au chapitre 3 le cadre analytique et les choix méthodologiques. Il s'agissait de présenter les effets de la diversification en zone CEMAC en milliards de francs CFA et la performance économique à partir des dépenses publiques et de la croissance économique en pourcentage du PIB dans la première section. Dans la seconde section, nous avons présenté notre modèle, nos variables et la méthode d'estimation appropriée à notre étude.

Le chapitre 4 quant à lui, nous avons premièrement présenté et analyser les résultats. Cette présentation nous a permis de montrer l'évolution de notre indice composite au cours des onze ans sur lesquelles notre étude a été basée (de 2008 à 2018). Par ailleurs, nous avons présenté les statistiques descriptives, la matrice de corrélation et leurs résultats d'estimation. Au regard de ces résultats, nous concluons que la diversification de l'économie affecte négativement la performance économique, notamment à travers la croissance et les dépenses publiques que cette diversification impacte. Cet impact négatif qui est causé par des politiques nationales et régionales qui sont axées sur la forte dépendance des matières premières qui connaissent presque une totale exportation vers des continents autres que l'Afrique encore moins la sous-région CEMAC. En fin, la deuxième section a consisté de présenter nos recommandations en vue d'apporter au Gouvernement africains de la zone CEMAC certaines solutions palliatives à ce problème pour améliorer enfin leurs économies.

## CONCLUSION GENERALE

Parvenu au terme de notre étude, nous avons passé en revue, dans la première partie les différents concepts diversification de l'économie et performance économique et dans la deuxième partie une vérification empirique de l'effet de la diversification de l'économie sur la performance économique. La question de recherche de notre travail était la suivante : **La diversification de l'économie améliore-t-elle la performance économique en zone CEMAC ?** Cette question était le fil conducteur de notre travail qui met épigraphe nos résultats. Pour y répondre, nous avons décrit le panorama de la diversification économique en zone CEMAC duquel on retient que la diversification a remarquablement évolué et améliore davantage la performance économique même si celle-ci s'avère encore faible.

Au premier chapitre nous avons analysé les concepts de diversification de l'économie et performance économique. Leurs effets et leurs interactions à travers une revue de la littérature théorique est l'objet de nos deux premières sections au chapitre 2. Dans la deuxième section nous avons présenté les effets de la diversification sur la performance économique dans le cadre d'une revue de la littérature empirique. Pour ce qui est de l'effet de la diversification sur la croissance économique, le modèle de Römer (1990) a introduit un effet bénéfique de la diversification qui s'exprime à travers la disponibilité des intrants au sein d'une économie qui peut contribuer à l'accroissement de la productivité du travail et du capital humain. De plus en augmentant le nombre de secteurs et par conséquent d'opportunités d'investissements et en réduisant le risque des investisseurs, la diversification peut également contribuer à la croissance. Maintenant pour ce qui est de l'effet de la performance économique sur les dépenses publiques, les auteurs tels que D.Romer (1986), Aschauer (1989, 1990), Barro (1990), disent que, s'il est vraisemblable qu'une partie des dépenses publiques puisse être qualifiée d'improductive, il n'en reste pas moins qu'il existe un certain nombre de fonctions des dépenses publiques qui peuvent directement ou indirectement contribuer à la productivité et à la création d'externalités. Ces fonctions sont notamment : la fourniture d'infrastructures, la contribution à la formation (éducation), à l'entretien du capital humain (santé), la garantie des droits de propriété.

Dans notre deuxième partie, nous commençons au chapitre trois par une description sommaire premièrement de la diversification de l'économie ensuite de la croissance économique et en fin des dépenses publiques en zone CEMAC.

Le tableau 1 de la corrélation entre les variables montre une corrélation négative assez forte entre le PIB par tête et l'ouverture commerciale. Par conséquent, l'ouverture commerciale semble n'avoir pas favorisé la PIB par tête des pays de la zone CEMAC sur la période d'étude, et pourrait s'expliquer par le faible poids des exportations devant les importations. Les pays de la zone ont donc intérêt à beaucoup accroître leurs exportations pour atteindre une économie bien performante. Mais en général l'analyse de cette matrice donne des éventuelles corrélations linéaires entre les variables prises deux à deux. La méthodologie est présentée à la section 2 du chapitre 3 par : la présentation des variables ; nous présentons deux variables dépendantes, deux variables exogènes et plusieurs variables de contrôle, la spécification du modèle et la technique d'estimation faite en panel qui est la méthode à effet individuel selon Sevestre (2002) sont les derniers titres de ce chapitre. On conclut donc après le test de HAUSMAN que la méthodologie d'estimation repose sur le modèle de panel à effet fixe.

Au chapitre 4, dans la première section l'effet de la diversification sur les performances économiques des pays de la zone CEMAC s'est fait par la méthode des données de panel du modèle à effet fixe que ce soit sur la croissance économique ou sur la dépense publique et validé par les tests de spécification de Fisher, d'homogénéité des constantes et celui de Hausman (1978) des différentes estimations. Pour ce qui est de l'effet de la diversification sur la croissance, il ressort que pour la variable relative à l'indice de diversification des exportations, il y a un impact négatif et significatif au seuil de 1% sur la croissance du PIB dans les pays de la zone. Par ailleurs, une augmentation de l'indice de diversification de 0,1 points traduisant une situation de répartition de moins en moins homogène des ressources entre la production de divers produits d'exportation entraîne toute chose égale par ailleurs, une diminution de la croissance du PIB par tête de 7,3 points. En outre, on peut noter un effet positif et significatif des investissements directs étrangers sur la croissance du PIB, dont une augmentation de 1 point entraîne une augmentation de la croissance de 1,66 points toute chose égale par ailleurs. Pour l'effet de la diversification sur les dépenses publiques, il ressort des analyses que la diversification de l'économie n'affecte pas significativement la dépense publique des pays de la zone CEMAC. En effet, la p. Valeur associée aux indices de diversifications retenues sont tous supérieurs à 5% (respectivement 0,694 pour l'indice de diversification et 0,294 pour l'indice de concentration), malgré le signe négatif attendu en ce qui concerne l'indice de diversification des exportations. Par conséquent, une forte concentration des exportations dans les pays de la zone CEMAC entraîne une diminution de la dépense publique, mais de façon non significative. En ce qui concerne les variables de contrôle, on note par ailleurs l'effet positif et

significatif au seuil de 5% des investissements publics sur la dépense publique, en ce sens qu'une augmentation dans les investissements publics de 10 point entraîne une augmentation de la dépense publique de 6,84 points toute chose égale par ailleurs.

En définitive, les économies de la sous-région sont peu diversifiées et leurs exportations reposent essentiellement sur l'exportation des matières premières sans valeur ajoutée et que les recettes tirées de ces exportations sont insuffisantes pour couvrir le déficit généré par les importations dans la balance commerciale. De même que pour les dépenses publiques qui s'expliquent par le fait que, l'essentiel de celles-ci pour des pays de la zone sont constituées en dépenses de fonctionnement, qui elles sont relativement incompressibles en dépit des bonnes ou mauvaises performances économiques. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé en section 2 du chapitre 4 quelques des recommandations aux économies de la zone pour pallier à ces faiblesses.

## BIBLIOGRAPHIE

- **International Monetary Fund (2017)** Édition française, P. 15-69.
- **Acemoglu, D. et F. Zilibotti (1997)**, « *Was Prometheus unbound by chance? Risk diversification and growth* », *Journal of Political Economy* 105(4), pages 709 à 751.
- **Ahmadov (2014)**, optimization of approximation model for solving kinetic equation, PAMM, proc. Appl. Math. P 773-774
- **Aiginer et al (1999)**, trends in diversification of countries and the regional concentration of industrie: a survey on empirical literature.
- **Aschauer D-A. (1989a)**, « *Does Public Capital Crowd Out Private Capital* », *The Journal of Monetary Economics*, Vol. 23, No. 2, pp. 177-200.
- **Aschauer D-A. (1989b)**, « *Is Public Expenditure Productive* », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 24, No. 2, pp. 171-188.
- **Aschauer D-A. (1990)**, Public Investment and Private Sector Growth, *Economic Policy Institute* (Washington D.C).
- **Attaran et Zewick (1987)**, the effect of diversification on employment and income: a case study. *The quarterly review of economics and business*
- **Atkinson A., Cantillon B., Marlier E., Nolan B. (2005, 2007)**, The EU and social Inclusion, *The police press, university of Bristol*.
- **Baltagi, B.H. (2008)**, Econometric Analysis of panel Data, 4th Ed., John Wiley, New York.
- **Ben Hammouda, H., Karingi, SN & Njuguna A., Sadni-jallab M. (2006)**, “*la diversification : vers un nouveau paradigme pour le développement de l’Afrique*”, CAPC, 36<sup>ème</sup> publication.
- **Barro R-J. (1990)**, « Government Spending in a Simple Model of Endogeneous Growth», *The Journal of Political Economy*, Vol. 98, No. 5, pp. 103-125.
- **Berthelemy J.C (2005)** “commerce international et diversification économique”, revue d'économie politique, édition Dalloz, vol 115, p.591 à 611
- **Berthelemy J.C & Sordeling, L. (2001)**, “The role of capital Accumulation, Adjustment and Structural Change for Economic Take-Off: Empirical Evidence from African Growth Episodes” *World Development*, vol 29 (2), pp. 323-343.
- **Blaser C. (2006)**, these de Doctorat université de Montreal

- **Brush Th., Bromiley P., Hendrickx M.** (1999), "The relative influence of industry and cororation on business segment performance: an alternative estimate", *strategic management journal*, vol. 20, pp. 519-547.
- **Calori R. et Atamer T.** (2003), *Diagnostic et décisions stratégiques*, Dunod.
- **Charlton et Stiglitz** (2005). *Revue d'économie du développement* 13(4), p17-54
- **Clemenson H.** (1992), Are single industry towns diversifying? A look at fishing mining and wood-based communities // Perspectives on Labour and Income. № 4(1). 4.
- **Coxhead** (2007). *World development*, vol. 35, issue 7, p 1099-1119
- **Destanne de Bernis, G** (1966), "industrie industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale", *économie appliquée*, tome XIX n°3-4 p.415-473
- **Deustsch et Eckstein** (1961), *Social science research*, vol 6, p 108-132
- **Devarajan S., Swaroop V., Heng-fu Zou.** (1996), « The Composition of Public Expenditure and Economic Growth », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 37, No. 2, pp. 313-344.
- **Di Giovanni, Julian and Andrei A. Levchenko** (2009) « Trade Openness and volatility » *review of economics and statistics*, August, 91(3), 558-585
- **Ecosip, sous la direction de Cohendet P., Jacot J.H. et Louriot Ph** (1995), *Coherence, pertinence et évaluation*, *Economica*.
- **Fabrizio Carmignani et Abdur Chowdhury** (2010), « Four scenarios of development and the role of economic policy », *Journal of Development Studies*, Taylor & Francis journals, vol 47(3), p. 519-532
- **Freenstra, et al** (1999), "testing endogenous growth with inputs", *international Economics Reviews*, 35(2), pp. 317-341
- **Galdemar, Gilles et Simon** (2012), *CREDOC, Cahier de recherche*. [www.credoc.fr](http://www.credoc.fr) (N°299). P.9-14
- **Germain C., Trébuçq S.** (2004), « La performance globale de l'entreprise et son pilotage : quelques réflexions », *Semaine sociale Lamy*, pp. 35-41.
- **Gerschenkron A.** (1962), "Economic backwardness in historical perspective", Belknap press of Harvard university press, Cambridge.
- **Greenaway, Morgan et Wrigth** (1999), *Journal of international Trade & Economic Development* 8 (1), p.41-51

- **Grossman, G.M and Helpman E.** (1991), *Innovation and growth in the global economy*, Cambridge, Massachusetts, MIT press.
- **Gylfason, Thorvaldur** (2005), “Institutions, Human capital, and Diversification of rentiers Economies’’, working paper series, Institute of Economics studies, p.16
- **Harding, T, & Javorcik, B.S** (2007), “*Note on the effect of FDI on export diversification in central and Eastern Europe*”, DECRG-TR
- **Hesse** (2008), “Economics diversification and economic growth’’, working paper n°21, The international bank for reconstruction and development/ The world Bank on behalf of the commission on growth and development.
- **Hausman, J., A.** (1978), “*Specification tests in econometrics*”, *Econometrica* 46: 1251–1271.
- **Hesse, H.** (2008), “*Economic diversification and economic growth*’’, Working paper n°21, the international bank for reconstruction and development/ the world bank on behalf of the commission on growth and development.
- **Hirschman A.** (1958), “*The strategy of economic development*”, Yale University press, New Haven, 251 pages.
- **Imbs J. & Wacziarg R.** (2003), “*Stage of diversification*’’, *American Economics Reviews*, 93(1), pp.603-633.
- **Jeny-Catrice et Méda** (2013). *Revue du MAUSS* 2013/1 (N°41), P371-397
- **Jordan, F., Boillat, J.-L., Dubois, J. and Schleiss, A.** (2007). *Commerce international et diversification économique*’, *revue d’économie politique*, pp. 3235–3245.
- **Kamgna** (2007), *Economic diversification in central Africa, Munich Personal RePEc Archive*, P.2 à 33.
- **Kaname, A.** (1967), « *A theory of unbalanced growth in the world economy* », *Wewirtschaftliches Archiv.*, Université de Kiel, band 86, heft 2.
- **Kneller R., Bleaney M-F., Gemmell N.** (1999), « *Fiscal Policy and Growth: Evidence from OCDE Countries* », *Journal of Public Economics*, Vol. 74, pp. 171-190.
- **Kpemoua P.** (2016), <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01332738>
- **Lassudrie-Duchene, Bernard et Mucchielli, Jean-Louis** (1979), “*Les échanges intra-branche et la hierachisation des avantages comparés dans le commerce international*’’, *Revue économique*, 30(3), pp. 442-486.



- **Lederman, Daniel, and William F. Maloney**, eds. (2007a, 2007a). *Natural Resources: Neither Curse nor Destiny*. Stanford University Press
- **Leontief A.** (1986), “Industrial diversification in American cities”, *Quarely journal of economic* n°45, pp.131-149
- **Linder** (1961) “*la diversification : vers un nouveau paradigme pour le développement de l’Afrique*”, CAPC, P16 à 24
- **List, Friedrich.** (1841). *National System of Political Economy*. New York : Cosimo Classics.
- **Lucas, Robert E., Jr** (1988), “*On the mechanisms of economics development*”, *Journal of monetary Economics*, 22, pp.3-42
- **Marion A., Asquin A., Everaere C., Vinot D., Wissler M.** (2012) *Diagnostic de la performance d’entreprise, Concepts et Méthodes*, Dunod.
- **Markowitz H.** (1959), “*la théorie du portefeuille*” [www.oboulo.com/théorie-portefeuille-markowitz-6630.html](http://www.oboulo.com/théorie-portefeuille-markowitz-6630.html)
- **Massel B.** (1970) “*export instability and economic structure* ”, *American economic review* vol 60, pp 618-630.
- **Nguena** (2019), *Annuaire sur le Financement du Logement en Afrique 2019*, P.3 à 37.
- **Noland, Met Pack, H.** (2003), *Industrial policy in an Era of globalisation: lessons from Asia, Institute for International Economics*, Washington DC.
- **Odedokun M.** (2001), « *Public Finance and Economic Growth* », *Wider Discussion Paper*, 72/2001.
- **Oswald** (1997), *Economic Journal* 1997, *Happiness and Economic Performance*, P.2- 30
- **Parrott, N. and T. Marsden**, eds. (2002). *The Real Green Revolution: Organic and agroecological farming in the South*. London, Greenpeace Environment Trust.
- **Penrose, E. T.** (1959). *A theory of the growth of the firm*. New York: Wiley
- **Porter M.** (1982), *Choix stratégiques et concurrence*, Economica.
- **Prebisch, R.** (1950), “The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems,” *Economic Bulletin for Latin America* 7, 1–12.
- **Presqueu Y.** (2017), *projectique*. P.93.
- **Rahmaddi, R. and Ichihashi, M.** (2011), “Exports and economic Growth in Indonesia: A Causality Approach Based on Multivariate Error Correction Model”. *Journal of International Development and Cooperation*. 17(2)

- **Ramanujam, V. & Varadarajam P.** (1989), Ndjambou P. (2013), "Research on corporate Diversification : A synthesis ", strategic management journal, n°10, pp.523-551.
- **Raul Prebish, Singer** (1950), Relative Prices of Exports and Imports of Under-Developed Countries, African Affairs, vol.49, n.197, octobre 1950, p.346-347, SSN 1468-2621 et 0001-9909.
- **Ricardo, D.** (1970). Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt. France: Calmann-Lévy.
- **Rocher. Guv** (1992). *Introduction à la sociologie générale*. Éditions Hurtubise HMH, Montréal
- **Rodan-Rosenstein.** (1943), "problème de l'industrialisation de l'est et du sud-est de l'Europe", Journal de l'économie vol 33 pp. 202-211.
- **Romer, P.M** (1986), "Increasing returns and long run growth", Journal, of political economy, 94, pp. 1002-1037.
- **Romer P.M.** (1990), "Endogenous technological change", *Journal of Political economy*, vol. 98, n°5.
- **Roquebert J.A., Philipp R.L., Westfall P.A.** (1996), "Market Versus Management: what drives profitabilité? ", Strategic Management Journal, vol. 17, n°8.
- **Rumelt R.P.**, « How much does industry matter », Strategic Management Journal, vol.12, 1991.
- **Saminirina, A., et Adamson R.**, (2013), « Exportations, croissance économique et intégration régionale : La relation entre exportations et croissance économique à Madagascar », Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar (CREAM), Cahier n°16, p.27
- **Samuelson P-A.** (1958), « Aspects of Public Expenditure Theories », the Review of Economics and Statistics, Vol. 40, No. 4, pp. 332-338.
- **Samuelson P-A.** (1954), « The Pure Theory of Public Expenditure », the Review of Economics and Statistics, Vol. 36, No. 4, pp. 387-389.
- **Schuh, H. & Barghouti, S.** (1988), "Agricultural diversification in Asia", *Finance and development*, pp.2541-2544.
- **Singer H.** (1950), « The distribution of gains between investing and borrowing countries », American Economic Journal, 40, pp. 473-485.
- **Smith, A.** (1776a). The Wealth of Nations. Grande-Bretagne: Andrew Skinner.

- **Smith, A.** (1776b). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* (Vol.4). Paris: James Decker
- **Stiglitz J.E., A. Sen et J-P. Fitoussi** (2009): Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress. Disponible sur <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/en/index.htm>
- **Stiglitz, Sen et Fitoussi** (2010). *Economie et prévision* (n°193) p121 à 129.
- **Taylor** (2003), *Journal of Development Studies*, vol 47(3), p. 519-532
- **Wiig, A., Kolstad I.** (2012). *L'économie politique de la diversification dans les pays riches en ressources. Politique énergétique* P. 40, 196 - 203.

ANNEXES

Tableau 5 : Résultats du test de spécification de Hausman pour le modèle de la croissance.

	— Coefficients —			
	(b) fixe	(B) .	(b-B) Difference	sqrt(diag(V_b-V_B)) S.E.
IDE	.7137387	10.25729	-9.543549	2.262263
ICE	-.007258	-1.571561	1.564303	1.099201
lnINV	.1416766	-.2343659	.3760425	.3156341
lnFDI	.0276462	-.0297915	.0574376	.0442893
TCPOP	-.0001292	.9704785	-.9706077	.3374738
OUV	-.0088061	-.0253277	.0165216	.011134
lnGOUV	.0803285	.3114222	-.2310937	.3494818

b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg  
 B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

$$\begin{aligned} \text{chi2}(5) &= (b-B)'[(V_b-V_B)^{-1}](b-B) \\ &= 47.67 \\ \text{Prob}>\text{chi2} &= 0.0000 \\ (V_b-V_B \text{ is not positive definite}) \end{aligned}$$

Source : Auteur à partir des analyses sur les données collectées.

Tableau 6 : Résultats du test de spécification de Hausman pour le modèle de la dépense publique.

	— Coefficients —			
	(b) fixe	(B) .	(b-B) Difference	sqrt(diag(V_b-V_B)) S.E.
ICE	-.3712036	-2.782021	2.410817	.9677834
IDE	.0243734	4.591092	-4.566718	1.67757
lnPIBPT	.9480022	-.0684535	1.016456	.7464379
INV_PPIB	.0232759	.0509382	-.0276623	.0084485
TCPOP	-.1216732	.8947915	-1.016465	.2466867

b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg  
 B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

$$\begin{aligned} \text{chi2}(5) &= (b-B)'[(V_b-V_B)^{-1}](b-B) \\ &= 49.31 \\ \text{Prob}>\text{chi2} &= 0.0000 \end{aligned}$$

Source : Auteur à partir des analyses sur les données collectées.

**TABLE DES MATIERES**

SOMMAIRE .....	i
AVERTISSEMENT .....	ii
DEDICACE.....	iii
REMERCIEMENTS .....	iv
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....	v
LISTE DES GRAPHIQUES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RESUME.....	viii
ABSTRACT .....	ix
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE DE LA RELATION ENTRE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE ET LA PERFORMANCE ECONOMIQUE EN ZONE CEMAC .....	14
Chapitre 1 : Cadre conceptuel de la relation entre la diversification de l'économie et performance économique .....	16
Section 1 : La diversification de l'économie.....	17
1.1. Définitions et dimensions .....	17
1.2. Typologie et mesures de la diversification .....	18
1.2.1. Typologie de la diversification.....	18
1.2.2. Mesures de la diversification.....	21
Section 2 : La performance économique.....	23
2.1. Définition et mesures de la performance économique .....	23
2.1.1. Définition de la performance économique .....	23
2.1.2. Mesures de la performance économique .....	23
2.2. Indicateurs et évaluation de la performance économique .....	25
2.2.1. Indicateurs de la performance économique.....	25
2.2.2. Evaluation de la performance économique .....	26
Chapitre 2 : Les effets de la diversification de l'économie sur la performance économique : des résultats controversés au regard de la littérature.....	29
Section 1 : Les effets de la diversification de l'économie sur la croissance économique.....	30
1.1. Les travaux théoriques .....	30
1.2. Les travaux empiriques .....	32

Section 2 : Les effets de la diversification de l'économie sur les dépenses publiques .....	38
2.1. Travaux théoriques .....	38
2.1.1. L'effet de la diversification sur les dépenses publiques dans le court terme .....	39
2.1.2. L'effet de la diversification sur les dépenses publiques dans le long terme.....	40
2.1.3. Dépenses publiques, facteur endogène de croissance .....	40
2.1.4. Justification de l'effet de la diversification sur les dépenses publiques.....	40
 DEUXIEME PARTIE : VERIFICATION EMPIRIQUE DE L'EFFET DE LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE SUR LA PERFORMANCE ECONOMIQUE EN ZONE CEMAC .....	 45
Chapitre 3 : Evolutions et choix méthodologiques .....	47
Section 1: Approche methodologique de l'effet de la diversification sur les performances economiques en zone CEMAC .....	48
1.1. Source des données .....	48
1.2. Présentation des variables .....	49
1.2.1. Les variables dépendantes .....	49
1.2.2. Les variables exogènes .....	49
1.2.3. Les variables de contrôle .....	50
 Section 2 : Choix méthodologique .....	 50
2.1. Choix du modèle économétrique .....	50
2.1.1. Cadre conceptuel du modèle .....	51
2.1.2. Test de spécification .....	51
2.1.3. Test d'homogénéité.....	52
2.2. Analyse des différentes variables et corrélations entre les variables de d'étude.....	53
2.2.1. Analyse des variables.....	53
2.2.1.1. Taux de croissance du PIB par habitant .....	53
2.2.1.2. L'indice de concentration des exportations .....	54
2.2.1.3. Indice de diversification des exportations .....	55
2.2.1.4. L'ouverture commerciale .....	56
2.2.1.5. Les investissements directs étrangers .....	57
2.2.1.6. Les dépenses publiques .....	58

2.2.1.7.    La croissance de la population.....	59
2.3.    Analyse des corrélations entre les variables .....	60
Chapitre 4 : Résultats et recommandations de l'étude .....	63
Section 1: Présentation et analyse des résultats.....	64
1.1.    Présentation des estimations .....	64
1.1.1.    Test de spécification de Fisher.....	64
1.1.2.    Test de Hausman.....	65
1.2.    Estimation des différents modèles et interprétations .....	66
Section 2: Limites et recommandations de l'étude.....	69
2.1.    Les principales limites de l'étude .....	69
2.2.    Recommandations de l'étude.....	70
CONCLUSION GENERALE .....	75
BIBLIOGRAPHIE .....	76
ANNEXES .....	x
TABLE DES MATIERES .....	xi